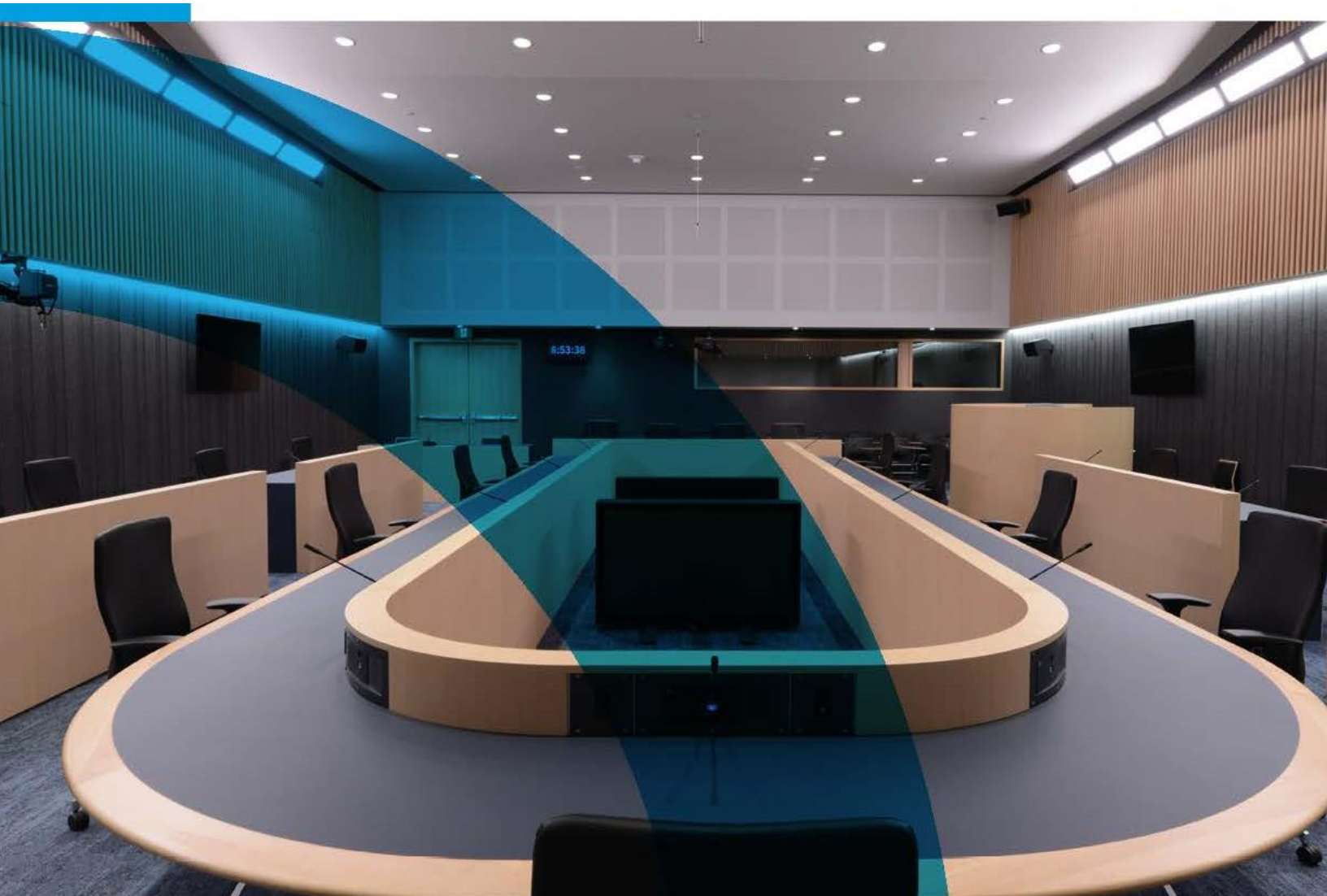


RAPPORT STATISTIQUE SUR LES TRAVAUX DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024

Août 2024



RAPPORT STATISTIQUE SUR LES TRAVAUX DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024

Août 2024



Publié par la Direction des commissions parlementaires
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
3^e étage
Québec (Québec) G1A 1A3

Téléphone : 418 643-2722
Sans frais : 1 866 337-8837

Courriel : commissions@assnat.qc.ca

Ce document est mis en ligne dans la section « [Travaux parlementaires](#) » du site Internet de l'Assemblée nationale.

Note au lecteur : *Tous les pourcentages présentés dans les tableaux de ce rapport ont été arrondis à la décimale près. Par conséquent, il est possible que la somme des pourcentages ne soit pas toujours égale à 100 %. Pour faciliter la présentation des résultats, il a toutefois été décidé de toujours indiquer une somme de 100 %.*

ISBN (Imprimé) : 978-2-550-98516-7
ISBN (PDF) : 978-2-550-98517-4

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec – 2024

Table des matières

AVANT-PROPOS	1
FAITS SAILLANTS	2
PORTRAIT GLOBAL	3
Mandats, séances et heures	3
Séances virtuelles	12
ÉTUDE DES PROJETS DE LOI	15
CONSULTATIONS ET AUDITIONS	21
PARTICIPATION CITOYENNE EN LIGNE	28
CONTRÔLE PARLEMENTAIRE	31
Reddition de comptes dans les commissions sectorielles	31
Mandats réalisés par la Commission de l'administration publique	32
RAPPORTS DES COMMISSIONS	34
ANNEXE I. TABLEAUX 20, 21 ET 22	35
ANNEXE II. FICHES DÉTAILLÉES DES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS	38
Commission de l'Assemblée nationale	39
Commission de l'administration publique	40
Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles	41
Commission de l'aménagement du territoire	43
Commission de la culture et de l'éducation	47
Commission de l'économie et du travail	51
Commission des finances publiques	56
Commission des institutions	59
Commission des relations avec les citoyens	63
Commission de la santé et des services sociaux	66
Commission des transports et de l'environnement	71

Liste des tableaux et des figures

TABLEAUX

Tableau 01 - Nombre de séances et d'heures, par commission	3
Tableau 02 - Nombre de séances et d'heures selon les types de séances, par commission	5
Tableau 03 - Nombre de réunions de comités directeurs et nombre d'heures, par commission	6
Tableau 04 - Nombre de mandats selon les types de mandats, par commission	8
Tableau 05 - Nombre de séances selon les types de mandats, par commission	9
Tableau 06 - Nombre d'heures selon les types de mandats, par commission	9
Tableau 07 - Nombre de mandats, de séances et d'heures consacrés aux différents types d'activités	10
Tableau 08 - Nombre de séances et d'heures en période et hors période, par commission	12
Tableau 09 - Nombre de séances et d'heures de séances en mode complètement virtuel selon les types de séances, par commission	13
Tableau 10 - Nombre de réunions de comités directeurs et nombre d'heures en mode complètement virtuel, par commission	14
Tableau 11 - Nombre de projets de loi, de séances et d'heures consacrées à l'étude des projets de loi publics selon le type de mandats, par commission	17
Tableau 12 - Nombre de projets de loi, d'articles et d'amendements étudiés en commission	19
Tableau 13 - Nombre de mandats dans le cadre desquels il y a eu des consultations et d'autres types d'auditions, par commission	21
Tableau 14 - Nombre de séances consacrées à des consultations et à d'autres types d'auditions, par commission	22
Tableau 15 - Nombre d'heures consacrées à des consultations et à d'autres types d'auditions, par commission	22
Tableau 16 - Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus lors des consultations et des autres types d'auditions, par commission	25
Tableau 17 - Activités de contrôle parlementaire	29
Tableau 18 - Mandats réalisés par la Commission de l'administration publique	30
Tableau 19 - Rapports contenant des observations, des conclusions et des recommandations	31
Tableau 20 - Nombre de mandats selon les types de mandats et d'activités, par commission	32
Tableau 21 - Nombre de séances selon les types de mandats et d'activités, en nombre et en pourcentage, par commission	33
Tableau 22 - Nombre d'heures selon les types de mandats et d'activités, en heure et en pourcentage, par commission	34

FIGURES

Figure 01 - Nombre de séances et d'heures, par année.....	4
Figure 02 - Nombre de projets de loi ayant fait l'objet d'une étude détaillée en commission parlementaire et en commission plénière	16
Figure 03 - Pourcentage des heures consacrées à l'étude des projets de loi et à d'autres mandats en commission parlementaire, par année.....	18
Figure 04 - Nombre de consultations particulières et générales reliées à un projet de loi public, par année	19
Figure 05 - Nombre de mandats dans le cadre desquels il y a eu des consultations particulières et générales, par année.....	23
Figure 06 - Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par année.....	24
Figure 07 - Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus, par année.....	26
Figure 08 - Nombre de mandats des commissions commentés et nombre de commentaires en ligne reçus, par année	27
Figure 09 - Nombre de réponses reçues aux consultations en ligne, par année.....	28

Avant-propos

Une commission parlementaire est un groupe de travail composé d'un nombre restreint de députés et chargé d'examiner toute question relevant de sa compétence ainsi que d'exécuter les mandats que l'Assemblée lui confie. Ce rapport, produit par la Direction des commissions parlementaires (DCP), présente un portrait statistique des activités des commissions parlementaires de l'Assemblée nationale pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024.

Le rapport rend compte des travaux des 11 commissions permanentes :

Rôle horizontal		Commission de l'Assemblée nationale	<p>Neuf des commissions permanentes sont qualifiées de «sectorielles» en raison de leur spécialisation dans un domaine de l'activité gouvernementale. Les deux autres commissions ont un rôle «horizontal», compte tenu de leur champ de compétence élargi.</p> <p>Les activités des commissions exigent du personnel de la DCP un important travail de préparation, d'organisation et de suivi. Ce travail est toutefois réalisé en collaboration avec toutes les directions de l'Assemblée, dont l'apport est essentiel au bon déroulement des travaux des commissions parlementaires.</p>
		Commission de l'administration publique	
Sectorielles		Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles	
		Commission de l'aménagement du territoire	
		Commission de la culture et de l'éducation	
		Commission de l'économie et du travail	
		Commission des finances publiques	
		Commission des institutions	
		Commission des relations avec les citoyens	
		Commission de la santé et des services sociaux	
		Commission des transports et de l'environnement	

Faits saillants

PORTRAIT GLOBAL

431 séances des commissions ont été tenues en 2023-2024, dont 343 séances publiques et 88 séances de travail, représentant 1 421 heures. Il s'agit d'un nombre d'heures siégées en commission supérieur à la moyenne des dix dernières années, se situant à 1 280 heures. Les comités directeurs se sont réunis à 19 reprises.

SÉANCES VIRTUELLES

5 séances parmi celles tenues en 2023-2024 étaient complètement virtuelles, dont 3 séances de travail et 1 séance publique à la CAP, et 1 séance de travail à la CSSS, représentant près de 4 heures. 4 réunions de comité directeur étaient complètement virtuelles.

MANDATS

110 mandats ont été réalisés en 2023-2024. 76 % des mandats réalisés étaient confiés par l'Assemblée (étude des projets de loi publics et d'intérêt privé, des crédits budgétaires et de toute autre matière), représentant 74 % des séances et 93 % des heures des commissions. La CSSS s'est saisie d'un mandat d'initiative au cours duquel elle a tenu des consultations particulières.

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Ce mandat s'est déroulé du 25 avril au 4 mai 2023. Il a nécessité 35 séances et près de 120 heures. Il s'agit du quatrième exercice consécutif pour lequel le temps consacré à ce mandat était réduit, en vertu d'une modification temporaire au Règlement de l'Assemblée nationale pour la durée de la 43^e législature.

ÉTUDE DES PROJETS DE LOI

40 projets de loi publics (consultations publiques et/ou études détaillées) et 4 projets de loi d'intérêt privé ont été étudiés en commission parlementaire en 2023-2024. 270 séances et plus de 1 128 heures y ont été consacrées, ce qui représente 79 % de l'ensemble des heures effectuées par les commissions.

CONSULTATIONS ET AUDITIONS

45 mandats de consultations et d'auditions ont été réalisés en 2023-2024. 102 séances et plus de 416 heures y ont été consacrées, dont la majorité a porté sur des projets de loi publics. 540 témoins ont été entendus et 785 mémoires ont été reçus. Une consultation générale a été tenue en 2023-2024 : à elle seule, celle-ci a accueilli 65 témoins et a recueilli 78 mémoires.

PARTICIPATION CITOYENNE EN LIGNE

1 813 commentaires en ligne ont été reçus en 2023-2024 concernant 37 mandats des commissions et projets de loi. Une consultation en ligne a été tenue par la CRC et a recueilli 420 commentaires.

CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

Près de 154 heures, représentant 11 % du temps en commission, ont été consacrées aux activités de contrôle parlementaire, la majorité pour l'étude des crédits budgétaires. 3 auditions de reddition de comptes ont été tenues à la CAP. L'analyse du rapport annuel de gestion de 5 ministères et organismes a été réalisée par la CAP.

RAPPORTS DES COMMISSIONS

5 rapports ont été produits en 2023-2024 contenant des observations, des conclusions et des recommandations.

Portrait global

Mandats, séances et heures

Au cours de l'année 2023-2024, les commissions ont tenu un total de 431 séances, représentant 1 421 heures (**tableau 1**). Une séance correspond généralement à une journée durant laquelle une commission se réunit sur un mandat, souvent en plusieurs parties. Une commission peut toutefois tenir plusieurs séances au cours d'une même journée si celles-ci portent sur des mandats différents.

La CSSS s'est réunie durant le plus grand nombre d'heures parmi les commissions avec plus de 330 heures, suivie de la CTE (182 heures). Ce sont également la CSSS et la CTE qui se sont réunies le plus souvent, avec 82 séances et 56 séances respectivement.

Tableau 01
Nombre de séances et d'heures, par commission[†]

Commissions	Séances	%	Heures	%
CAN	3	0,7	12:05	0,9
CAP	12	2,8	13:21	0,9
CAPERIN	12	2,8	24:05	1,7
CAT	49	11,4	175:58	12,4
CCE	49	11,4	162:38	11,4
CET	53	12,3	146:13	10,3
CFP	25	5,8	56:38	4
CI	52	12,1	174:49	12,3
CRC	38	8,8	142:20	10
CSSS	82	19	330:13	23,2
CTE	56	13	182:40	12,9
Total	431	100	1421:00	100

[†] Les chiffres présentés dans ce tableau regroupent à la fois les séances publiques, les séances de travail et les séances à huis clos, s'il y a lieu, mais n'incluent pas les réunions des comités directeurs des commissions (voir le **tableau 3**).

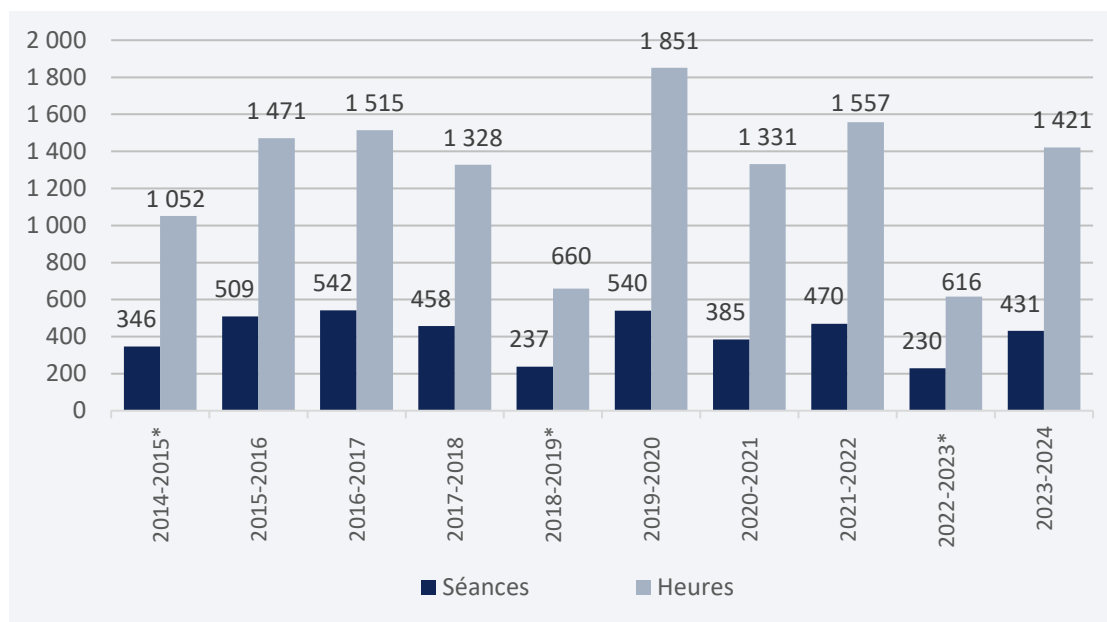
Au cours des dix dernières années, les commissions ont tenu en moyenne 415 séances, représentant environ 1280 heures chaque année (**figure 1**). L'année 2023-2024 se retrouve donc légèrement au-dessus de la moyenne de la dernière décennie.

On constate toutefois un niveau d'activité des commissions plus faible les années où se sont tenues des élections générales. Ainsi, en excluant les années d'élections générales, les

commissions ont tenu 476 séances représentant environ 1 496 heures durant la dernière décennie.

Figure 01

Nombre de séances et d'heures, par année



* Années d'élections générales

Les commissions réalisent leurs mandats en se réunissant en séances publiques ou en séances de travail. La séance publique constitue la règle générale. Les séances publiques sont ouvertes à la population et aux membres de la Tribune de la presse. Les délibérations de ces séances sont webdiffusées et retranscrites intégralement au *Journal des débats*, qui peut être consulté sur le site Internet de l'Assemblée nationale. La séance de travail, quant à elle, est principalement réservée à l'organisation des travaux et à l'information des membres des commissions. Elle est dite privée, c'est-à-dire que seuls les membres et le personnel de la commission peuvent y assister. Les débats ne sont pas retranscrits au *Journal des débats*. Ce type de séance représente donc une instance plus souple pour la commission, qui peut aussi déléguer à son comité directeur la planification et l'organisation des travaux.

Généralement, comme l'indique le **tableau 2**, les commissions se réunissent principalement en séances publiques (79,6 % des séances et 97,3 % des heures).

La CAP compte habituellement plus de séances de travail que les autres commissions permanentes, puisqu'elle se réunit en séance de travail avant et après chaque audition publique qu'elle tient. En 2023-2024, la CSSS est toutefois la commission qui s'est réunie le plus souvent en séance de travail, soit à 18 reprises, en particulier dans le cadre de son mandat d'initiative visant à étudier les moyens facilitant le don d'organes ou de tissus, notamment l'instauration de la présomption du consentement. La CAP demeure tout de même la commission qui s'est réunie durant le plus grand nombre d'heures (plus de sept heures) en séance de travail.

Tableau 02**Nombre de séances et d'heures selon les types de séances, par commission**

Commissions	Séances			Heures		
	Publiques	Travail*	Total	Publiques	Travail*	Total
CAN	3	0	3	12:05	00:00	12:05
CAP	3	9	12	06:02	07:19	13:21
CAPERIN	8	4	12	23:15	00:50	24:05
CAT	43	6	49	173:50	02:08	175:58
CCE	36	13	49	156:29	06:09	162:38
CET	46	7	53	143:54	02:19	146:13
CFP	19	6	25	55:14	01:24	56:38
CI	45	7	52	171:33	03:16	174:49
CRC	32	6	38	139:00	03:20	142:20
CSSS	64	18	82	323:37	06:36	330:13
CTE	44	12	56	178:04	04:36	182:40
Total	343	88	431	1383:03	37:57	1421:00
%	79,6	20,4	100	97,3	2,7	100

* La catégorie «Travail» inclut toutes les séances de travail et ne comprend pas les réunions des comités directeurs des commissions (voir le **tableau 3**).

Chacune des commissions dispose d'un comité directeur composé de la présidence, de la vice-présidence et du secrétariat. Ce comité voit à l'administration de la commission et prend les décisions nécessaires à la bonne marche des travaux entre les séances.

Au cours de l'année 2023-2024, les comités directeurs se sont réunis à 19 reprises, pour plus de 8 heures (**tableau 3**). En excluant celui de la CAN, le comité directeur de la CAP s'est le plus souvent réuni, surtout pour organiser ses travaux.

Le comité directeur de la CAN¹, quant à lui, s'est réuni à 10 reprises, notamment afin de statuer sur des demandes de changements à la composition de certaines commissions. Ces réunions se sont toutefois déroulées par messagerie électronique, ce qui explique l'absence d'heures de réunion.

¹ La CAN a un rôle et un mode de fonctionnement différents des commissions sectorielles. En vertu de l'article 116 du Règlement de l'Assemblée nationale, cette commission établit le Règlement de l'Assemblée et ses règles de fonctionnement. Elle coordonne aussi les travaux des autres commissions, autorise les commissions à se déplacer ou à siéger à l'extérieur des édifices de l'Assemblée et s'occupe de toute matière qui n'a pas été spécialement confiée à une autre commission.

Tableau 03**Nombre de réunions de comités directeurs et nombre d'heures, par commission**

Commissions	Réunions	%	Heures	%
CAN	10	52,6	00:00	0
CAP	6	31,6	06:02	65,7
CAPER	0	0	00:00	10,8
CAT	0	0	00:00	4,5
CCE	1	5	00:31	0
CET	0	0	00:00	0
CFP	0	0	00:00	0
CI	0	0	00:00	0
CRC	1	5	00:30	0
CSSS	1	5,3	01:30	18,9
CTE	0	0	00:00	0
Total	19	100	08:33	100

Entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 mars 2024, 110 mandats² différents ont fait l'objet d'au moins une séance des commissions (**tableau 4**), que ce soit en séance publique ou en séance de travail. Les mandats peuvent être confiés à une commission par l'Assemblée, ou encore être réalisés à l'initiative de la commission elle-même. Certains mandats sont prévus au *Règlement de l'Assemblée nationale*, alors que d'autres sont conférés par une loi (voir encadrés ci-bas).

Types de mandats réalisés par les commissions parlementaires

Les mandats confiés par l'Assemblée : Ce type de mandats comprend l'étude des projets de loi publics et des projets de loi d'intérêt privé, l'étude des crédits budgétaires ainsi que l'étude de toute autre matière confiée par l'Assemblée.

Les mandats prévus au Règlement de l'Assemblée : Les mandats de ce type incluent notamment l'interpellation et les élections à la présidence et à la vice-présidence des commissions. Cette catégorie inclut également les mandats confiés à une commission en particulier, comme les mandats de reddition de comptes à la CAP, la poursuite du débat sur le discours du budget et l'étude de la politique budgétaire du gouvernement à la CFP ainsi que l'audition d'Élections Québec et du Protecteur du citoyen à la CI.

² Par mandats, on entend les activités réalisées par les commissions.

Les mandats conférés par une loi : Certaines lois en vigueur au Québec confient à des commissions des mandats variés : étude de rapports annuels ou périodiques, examen de la mise en œuvre d'une loi, étude de règlement ou audition des dirigeants d'un organisme public.

Les mandats d'initiative : Conformément à l'article 120 du Règlement de l'Assemblée, les commissions peuvent étudier, de leur propre initiative, les projets de règlement ou les règlements du gouvernement, les orientations, les activités et la gestion administrative des ministères ou des organismes publics, les pétitions déposées à l'Assemblée ainsi que toute autre matière d'intérêt public. Ces mandats doivent être adoptés à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire.

Des 110 mandats réalisés en 2023-2024, 76,4 % (84 mandats) ont été confiés par l'Assemblée (**tableau 4**). Comme précisé dans l'encadré ci-haut, nous retrouvons notamment dans cette catégorie l'étude des projets de loi, sous la forme de consultations publiques et d'études détaillées. Les mandats confiés par l'Assemblée ont également occupé la majorité du temps passé en commission parlementaire si l'on considère le nombre de séances (74,2 %; **tableau 5**) et d'heures (92,7 %; **tableau 6**).

Parmi l'ensemble des commissions, la CET a réalisé le plus de mandats au total, tous types confondus, avec 20 mandats. Elle est suivie de la CI, qui a réalisé 17 mandats, ainsi que de la CAT, qui a réalisé 14 mandats.

Tableau 04**Nombre de mandats selon les types de mandats, par commission[†]**

Commissions	Types de mandats				Total*	%
	Confiés par l'Assemblée	Prévus au Règlement	Conférés par une loi	Initiative		
CAN	0	0	1	0	1	0,9
CAP	0	5*	0	0	5	4,5
CAPERIN	5	1	0	0	6	5,5
CAT	12	2	0	0	14	12,7
CCE	5	1	0	1	7	6,4
CET	16	4	0	0	20	18,2
CFP	9	2	1 [§]	0	12	10,9
CI	15	1	1 [§]	0	17	15,5
CRC	7	1	1 [§]	0	9	8,2
CSSS	6	2	0	1	9	8,2
CTE	9	1	0	0	10	9,1
Total	84	20	4	2	110	100
%	76,4	18,2	3,6	1,8	100	

[†] Ce tableau présente le nombre de mandats pour lesquels au moins une séance publique ou une séance de travail a été tenue au cours de la période. Le mandat peut avoir commencé au cours de l'année précédente ou ne pas être terminé au 31 mars 2024.

* Dans le cas où une commission réalise un « double ou un triple mandat », le mandat sera comptabilisé à deux ou trois reprises. En 2023-2024, la CAP a réalisé un « triple mandat » parmi ceux prévus à l'article 117.6 du Règlement (voir Annexe II). Ce mandat est ainsi comptabilisé trois fois. À noter toutefois que le nombre de séances et d'heures n'est calculé qu'une fois dans les tableaux 5 et 6.

[§] En 2023-2024, l'Assemblée a ordonné à la CFP, à la CI et à la CRC d'exécuter un mandat déjà conféré par une loi (voir Annexe II). Ces mandats sont ainsi comptabilisés à la fois sous « Mandats confiés par l'Assemblée » et sous « Mandats conférés par une loi ». À noter toutefois que le nombre de séances et d'heures n'est calculé que dans la catégorie « Mandats confiés par l'Assemblée » (tableaux 5 et 6).

Tableau 05
Nombre de séances selon les types de mandats, par commission

Commission	Types de mandats					Total*	%
	Confiés par l'Assemblée	Prévus au Règlement	Conférés par une loi	Initiative	Organisation générale*		
CAN	0	0	3	0	0	3	0,7
CAP	0	9	0	0	3	12	2,8
CAPERNE	7	1	0	0	4	12	2,8
CAT	41	2	0	0	6	49	11,4
CCE	35	1	0	3	10	49	11,4
CET	42	4	0	0	7	53	12,3
CFP	16	3	0	0	6	25	5,8
CI	45	1	0	0	6	52	12,1
CRC	32	1	0	0	5	38	8,8
CSSS	59	2	0	6	15	82	19
CTE	43	1	0	0	12	56	13
Total	320	25	3	9	74	431	100
%	74,2	5,8	0,7	2,1	17,2	100	

* La catégorie « Organisation générale » inclut les séances de travail d'organisation générale des travaux des commissions, ainsi que celles concernant l'organisation de plus d'un mandat ou encore celles portant sur la possibilité de se saisir d'un nouveau mandat. Les séances de travail tenues dans le cadre d'un mandat spécifique ont été comptées sous le type de mandats approprié.

Tableau 06
Nombre d'heures selon les types de mandats, par commission

Commissions	Types de mandats					Total*	%
	Confiés par l'Assemblée	Prévus au Règlement	Conférés par une loi	Initiative	Organisation générale*		
CAN	00:00	00:00	12:05	00:00	00:00	12:05	0,9
CAP	00:00	10:18	00:00	00:00	03:03	13:21	0,9
CAPERNE	21:15	02:00	00:00	00:00	00:50	24:05	1,7
CAT	169:51	03:59	00:00	00:00	02:08	175:58	12,4
CCE	154:30	01:59	00:00	03:17	02:52	162:38	11,4
CET	137:50	06:04	00:00	00:00	02:19	146:13	10,3
CFP	39:44	15:30	00:00	00:00	01:24	56:38	4
CI	170:33	01:55	00:00	00:00	02:21	174:49	12,3
CRC	138:23	02:00	00:00	00:00	01:57	142:20	10
CSSS	308:50	04:00	00:00	12:25	04:58	330:13	23,2
CTE	176:04	02:00	00:00	00:00	04:36	182:40	12,9
Total	1317:00	49:45	12:05	15:42	26:28	1421:00	100
%	92,7	3,5	0,9	1,1	1,9	100	

* La catégorie « Organisation générale » inclut les séances de travail d'organisation générale des travaux des commissions, ainsi que celles concernant l'organisation de plus d'un mandat ou encore celles portant sur la possibilité de se saisir d'un nouveau mandat. Les séances de travail tenues dans le cadre d'un mandat spécifique ont été comptées sous le type de mandats approprié.

Tableau 07

Nombre de mandats, de séances et d'heures consacrés aux différents types d'activités[†]

Activités	Mandats	%	Séances	%	Heures	%
Mandats confiés par l'Assemblée						
Projets de loi publics	67	60,9	266	61,7	1123:31	79,1
Projets de loi d'intérêt privé	4	3,6	4	0,9	04:44	0,3
Crédits budgétaires	9	8,2	35	8,1	119:45	8,4
Étude de toute autre matière	4	3,6	15	3,5	69:00	4,9
Mandats prévus au Règlement						
Élections à la présidence et à la vice-présidence	1	1	1	0,2	00:02	0
Interpellations	12	10,9	12	2,8	23:55	1,7
Autres	7 [§]	6,4 [§]	12 [§]	2,8 [§]	25:48 [§]	1,8 [§]
Mandats conférés par une loi						
	4 [§]	3,6 [§]	3 [§]	0,7 [§]	12:05 [§]	0,9 [§]
Mandats d'initiative						
Étude de règlements	0	0	0	0	00:00	0
Surveillance d'organismes et reddition de comptes	0	0	0	0	00:00	0
Étude de pétitions	0	0	0	0	00:00	0
Étude de toute autre matière d'intérêt public	2	1,8	9	2,1	15:42	1,1
Organisation générale*						
	-	-	74	17,2	26:28	1,9
Total	110	100	431	100	1421:00	100

[†] La ventilation par commission du nombre de mandats, de séances et d'heures consacrées aux différents types d'activités se retrouve dans les **tableaux 20 à 22** à l'Annexe I.

* La catégorie « Organisation générale » inclut les séances de travail d'organisation générale des travaux des commissions, ainsi que celles concernant l'organisation de plus d'un mandat ou encore celles portant sur la possibilité de se saisir d'un nouveau mandat. Les séances de travail tenues dans le cadre d'un mandat spécifique ont été comptées sous le type de mandats et d'activités approprié.

[§] Dans le cas où une commission réalise un « double ou un triple mandat », le mandat sera comptabilisé à deux ou trois reprises. En 2023-2024, l'Assemblée a ordonné à la CFP, à la CI et à la CRC d'exécuter un mandat déjà conféré par une loi (voir Annexe II). Ces mandats sont ainsi comptabilisés à la fois sous « Mandats confiés par l'Assemblée » et sous « Mandats conférés par une loi ». À noter toutefois que le nombre de séances et d'heures n'est calculé que dans la catégorie « Mandats confiés par l'Assemblée ». De plus, la CAP a réalisé un « triple mandat » parmi ceux prévus à l'article 117.6 du Règlement (voir Annexe II). Ce mandat est ainsi comptabilisé trois fois. À noter toutefois que le nombre de séances et d'heures n'est calculé qu'une fois dans la catégorie « Autres » dans Mandats prévus au Règlement.

L'étude des projets de loi, catégorie qui regroupe tant les consultations publiques que les études détaillées, est l'activité qui a occupé le plus les commissions au cours de l'année 2023-2024. L'étude des projets de loi publics, en particulier, a généré 266 séances et plus de 1 123 heures de travaux, ce qui représente respectivement 61,7 % et 79,1 % de l'ensemble des séances et des heures effectuées par les commissions (**tableau 7**).

Parmi les autres mandats confiés par l'Assemblée, l'étude des crédits budgétaires³, qui s'est déroulée du 25 avril au 4 mai 2023, a duré près de 120 heures. Il s'agissait du quatrième exercice consécutif pour lequel le temps consacré à ce mandat était réduit, en vertu d'une modification temporaire au *Règlement de l'Assemblée nationale* pour la durée de la 43^e législature. Selon ce format écourté, les députés de l'opposition ont questionné les ministres sur la gestion de leur portefeuille ministériel durant une centaine d'heures, alors que les députés du gouvernement disposaient d'une vingtaine d'heures pour en faire de même.

Du côté des mandats prévus au Règlement de l'Assemblée, 12 interpellations⁴ ont eu lieu dans les commissions. De plus, une élection à la vice-présidence s'est déroulée à la CET. La catégorie « Autres », quant à elle, regroupe 2 mandats de poursuite du débat sur le discours du budget (un en 2023 et un en 2024) et 5 mandats à la CAP, dont l'un d'eux est un triple mandat de reddition de comptes effectué en vertu de l'article 117.6 du Règlement.

En outre, trois commissions se sont vu confier des mandats de consultations par l'Assemblée, mandats également conférés par une loi. D'abord, la CFP a tenu, en mai et en juin 2023, des consultations particulières et auditions publiques sur le rapport sur la mise en œuvre de la *Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics*. Ce mandat est aussi prévu en vertu de la *Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics*. De plus, la CI a tenu, en novembre 2023, des consultations particulières et auditions publiques sur le rapport de mise en œuvre du *Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale 2015-2019* intitulé : *Incursion au cœur du code d'éthique et de déontologie : de la théorie à la pratique*. Ce mandat est aussi prévu en vertu du *Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale*. Quant à la CRC, elle a réalisé, en septembre 2023, un mandat de consultation générale et auditions publiques sur le cahier de consultation intitulé : *La planification de l'immigration au Québec pour la période 2024-2027*. Ce mandat est prévu à *Loi sur l'immigration au Québec*.

Enfin, la CCE a poursuivi et terminé en 2023-2024 un mandat d'initiative portant sur les révélations de violence lors des initiations dans le milieu du hockey junior et la possible situation dans d'autres sports. La CSSS a entamé un mandat d'initiative visant à étudier les moyens facilitant le don d'organes ou de tissus, notamment l'instauration de la présomption du consentement.

Durant l'année 2023-2024, les commissions ont tenu six séances « hors période » (**tableau 8**), c'est-à-dire en dehors des périodes de travaux réguliers et intensifs de l'Assemblée prévues au calendrier parlementaire. En dehors de ces périodes, les commissions peuvent effectuer des

³ Les crédits budgétaires correspondent aux sommes d'argent attribuées à chaque ministère ou organisme du gouvernement pour leur fonctionnement annuel. L'étude des crédits budgétaires en commission parlementaire débute au plus tôt 15 jours après le dépôt des crédits à l'Assemblée. Les membres des commissions examinent les crédits des ministères et des organismes publics en posant des questions au ministre responsable qui est accompagné de ses principaux fonctionnaires.

⁴ L'interpellation est un débat tenu entre un ou une membre de l'opposition et un ou une ministre sur une question d'actualité ou d'intérêt général. Elle a lieu le vendredi, de 10 heures à midi, à la salle de l'Assemblée nationale, pendant la plupart des semaines où l'Assemblée siège.

mandats même si l'Assemblée ne se réunit pas. La durée totale de ces six séances « hors période » a été de près de 38 heures.

Tableau 08

Nombre de séances et d'heures en période et hors période, par commission[†]

Commissions	Séances		Heures	
	Période	Hors période*	Période	Hors période*
CAN	3	0	12:05	00:00
CAP	12	0	13:21	00:00
CAPERIN	12	0	24:05	00:00
CAT	49	0	175:58	00:00
CCE	49	0	162:38	00:00
CET	53	0	146:13	00:00
CFP	25	0	56:38	00:00
CI	52	0	174:49	00:00
CRC	38	0	142:20	00:00
CSSS	76	6	292:22	37:51
CTE	56	0	182:40	00:00
Total	425	6	1383:09	37:51

[†] Les chiffres présentés dans ce tableau regroupent à la fois les séances publiques et les séances de travail, mais n'incluent pas les réunions des comités directeurs des commissions.

* La catégorie « Hors période » réfère aux séances des commissions tenues en dehors des périodes de travaux réguliers et intensifs prévues au calendrier parlementaire. Au cours d'une année, cette situation survient généralement à deux moments : entre la mi-juin et la mi-septembre, ainsi qu'entre la mi-décembre et la fin janvier.

Séances virtuelles

En 2020-2021, dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, l'Assemblée nationale a tenu les premières séances des commissions parlementaires complètement virtuelles⁵ de son histoire.

En vertu de *l'Entente relative à la notion de groupe parlementaire, au fonctionnement de l'Assemblée et des commissions parlementaires, aux aspects budgétaires et à d'autres mesures favorisant la conciliation travail-famille*, s'appliquant pour la durée de la 43^e législature, la tenue de séances entièrement virtuelles est désormais possible. L'Entente prévoit notamment que les députés peuvent siéger en mode hybride ou entièrement en virtuel lors des consultations et auditions publiques qui ont lieu dans les commissions parlementaires sectorielles en dehors des périodes de travaux réguliers et intensifs de l'Assemblée prévues au calendrier parlementaire, sous réserve du consentement unanime des membres de la commission. Toutefois, lorsqu'il s'agit de la CAP, les séances peuvent se dérouler de manière virtuelle sur décision du comité directeur.

⁵ C'est-à-dire que les membres de la Commission, ainsi que les témoins dans le cadre de consultations ou d'auditions, participaient à la séance par le moyen de la visioconférence.

Ainsi, durant l'ensemble de l'année 2023-2024, parmi les 431 séances tenues au total par les commissions parlementaires (**tableau 1**), 5 séances ont ainsi été tenues en mode complètement virtuel (près de 4 heures), soit 3 séances de travail et 1 séance publique à la CAP, de même qu'une séance de travail à la CSSS (**tableau 9**).

Tableau 09

Nombre de séances et d'heures de séances en mode complètement virtuel selon les types de séances, par commission

Commissions	Séances		Heures	
	Publiques	Travail*	Publiques	Travail*
CAN	0	0	0:00	0:00
CAP	1	3	2:00	1:19
CAPERIN	0	0	0:00	0:00
CAT	0	0	0:00	0:00
CCE	0	0	0:00	0:00
CET	0	0	0:00	0:00
CFP	0	0	0:00	0:00
CI	0	0	0:00	0:00
CRC	0	0	0:00	0:00
CSSS	0	1	0:00	0:27
CTE	0	0	0:00	0:00
Total	1	4	2:00	1:46

* La catégorie « Travail » inclut toutes les séances de travail virtuelles et ne comprend pas les réunions virtuelles des comités directeurs des commissions (voir le **tableau 10**).

Au cours de l'année 2023-2024, parmi les 19 réunions tenues par un comité directeur (**tableau 3**), 4 réunions ont été réalisées de façon virtuelle (**tableau 10**). Ces réunions virtuelles ont été tenues par le comité directeur de la CAP, par celui de la CRC et par celui de la CSSS.

Tableau 10

Nombre de réunions de comités directeurs et nombre d'heures en mode complètement virtuel, par commission

Commissions	Réunions	Heures
CAN	0	0:00
CAP	2	2:06
CAPER	0	0:31
CAT	0	0:13
CCE	0	0:00
CET	0	0:00
CFP	0	0:00
CI	0	0:00
CRC	1	0:30
CSSS	1	1:30
CTE	0	0:00
Total	4	4:50

Étude des projets de loi⁶

Qu'ils soient publics ou d'intérêt privé, les projets de loi présentés à l'Assemblée sont majoritairement étudiés en commission parlementaire, mais ils peuvent également être étudiés à l'Assemblée en commission plénière⁷. En 2023-2024, 37 projets de loi publics et quatre projets de loi d'intérêt privé ont fait l'objet d'une étude détaillée (**figure 2**), que ce soit en commission parlementaire ou en commission plénière. L'étude détaillée a été complétée en commission parlementaire pour 27 des projets de loi publics et les quatre projets de loi d'intérêt privé, alors que l'étude détaillée de sept⁸ projets de loi publics était toujours en cours au 31 mars 2024 en commission parlementaire. Les projets de loi d'intérêt privé ont été étudiés à la CAT et à la CFP.

Deux types de projets de loi :

Publics : Les projets de loi publics sont d'application générale, en ce sens qu'ils s'appliquent à l'ensemble de la collectivité ou à une très grande partie de celle-ci. Au cours de l'étude détaillée de projets de loi publics, la commission prend en considération chaque article du projet de loi, en y apportant les amendements qu'elle juge nécessaires. Avant d'entreprendre l'étude détaillée, la commission peut tenir des consultations publiques. Lorsque la commission a terminé l'étude détaillée d'un projet de loi, elle dépose, par l'entremise de son président, son rapport à l'Assemblée, où se poursuivent les autres étapes menant à l'adoption du projet de loi.

D'intérêt privé : À la différence d'un projet de loi public, un projet de loi d'intérêt privé concerne des intérêts particuliers ou locaux et il vise à obtenir pour un individu, une corporation ou une municipalité des droits ou des privilèges exclusifs ou qui lui sont propres. En général, l'étude détaillée d'un projet de loi d'intérêt privé s'amorce par une audition publique. Les requérants ou requérantes et toutes les personnes intéressées qui ont demandé à intervenir sur le projet de loi sont alors convoqués par la commission. L'audition et l'étude détaillée, qui se déroule comme celle d'un projet de loi public, ont généralement lieu au cours d'une même séance. Le rapport de la commission est ensuite déposé à l'Assemblée, par l'entremise de son président, où se poursuivent les autres étapes menant à l'adoption du projet de loi.

⁶ Aucune donnée n'est présentée dans cette section pour la CAN et pour la CAP, puisque ces commissions n'étudient pas de projets de loi.

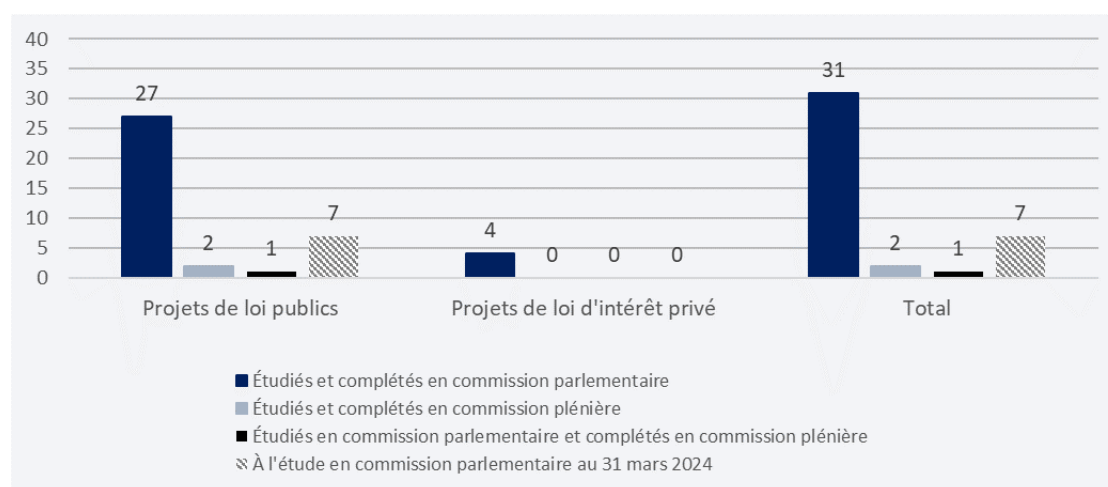
⁷ Commission formée théoriquement de l'ensemble des parlementaires, siégeant selon des règles plus souples que l'Assemblée. La commission plénière est présidée par un vice-président de l'Assemblée.

⁸ Au 31 mars 2024, sur les 7 projets de loi toujours à l'étude, 2 l'étaient à la CAT, 2 à la CET, 1 à la CFP, 1 à la CSSS et 1 à la CTE.

Au cours de l'année 2023-2024, l'étude détaillée d'un seul projet de loi public a été commencée en commission parlementaire puis complétée en commission plénière: le projet de loi n° 15, *Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace*. Deux projets de loi publics ont, pour leur part, été étudiés en totalité en commission plénière. Il s'agit du projet de loi n° 43, *Loi sur l'apostille des documents destinés à être produit dans un État étranger partie à la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers*, et du projet de loi n° 595, *Loi proclamant la Journée québécoise de sensibilisation au deuil périnatal*.

Figure 02

Nombre de projets de loi ayant fait l'objet d'une étude détaillée en commission parlementaire et en commission plénière



Comme mentionné précédemment, l'étude des projets de loi publics, incluant les consultations publiques et les études détaillées, en particulier ceux du gouvernement, représente une part importante des travaux des commissions. En 2023-2024, les commissions ont consacré 266 séances et plus de 1 123 heures à l'étude de projets de loi publics. De ce compte, 190 séances et plus de 807 heures ont été dédiées à l'étude détaillée de ces projets de loi, alors que 76 séances et plus de 316 heures ont été consacrées aux consultations particulières précédant généralement l'étude détaillée (**tableau 11**). À titre de comparaison, quatre séances et près de cinq heures ont permis aux commissions d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée de quatre projets de loi d'intérêt privé.

La CET et la CI sont celles qui ont tenu des consultations sur le plus grand nombre de projets de loi publics, soit huit et six respectivement (**tableau 11**). C'est également la CET qui a dédié le plus de séances à des consultations (19) ainsi que le plus d'heures (69 heures). Toutefois, les consultations particulières dans le cadre du projet de loi n° 15, *Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace* tenues à la CSSS ont généré plus de 30 heures en séance, à elles seules.

En 2023-2024, ce sont également la CET et la CI qui ont procédé à l'étude détaillée du plus grand nombre de projets de loi publics, soit 7 projets de loi chacune (**tableau 11**). C'est toutefois la CSSS qui a consacré le plus de séances et de temps à ce type de mandat, c'est-à-dire

48 séances et plus de 256 heures, notamment pour le projet de loi n° 15, Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace, qui comptabilise 44 séances et plus de 239 heures.

Tableau 11

Nombre de projets de loi, de séances et d'heures consacrées à l'étude des projets de loi publics selon le type de mandats, par commission[†]

Commissions	Consultations générales			Consultations particulières			Étude détaillée		
	Projets de loi	Séances	Heures	Projets de loi	Séances	Heures	Projets de loi	Séances	Heures
CAPERNE	-	-	-	1	1	03:26	2	2	01:56
CAT	-	-	-	5	11	53:44	3	24	105:36
CCE	-	-	-	2	6	27:32	2	25	114:22
CET	-	-	-	8	19	69:07	7	17	51:58
CFP	-	-	-	2	4	09:36	4	5	08:01
CI	-	-	-	6	10	41:00	7	28	102:25
CRC	-	-	-	2	3	11:52	3	14	59:02
CSSS	-	-	-	2	9	42:48	3	48	256:01
CTE	-	-	-	4	13	57:07	4	27	107:58
Total	-	-	-	32*	76	316:12	35*	190	807:19

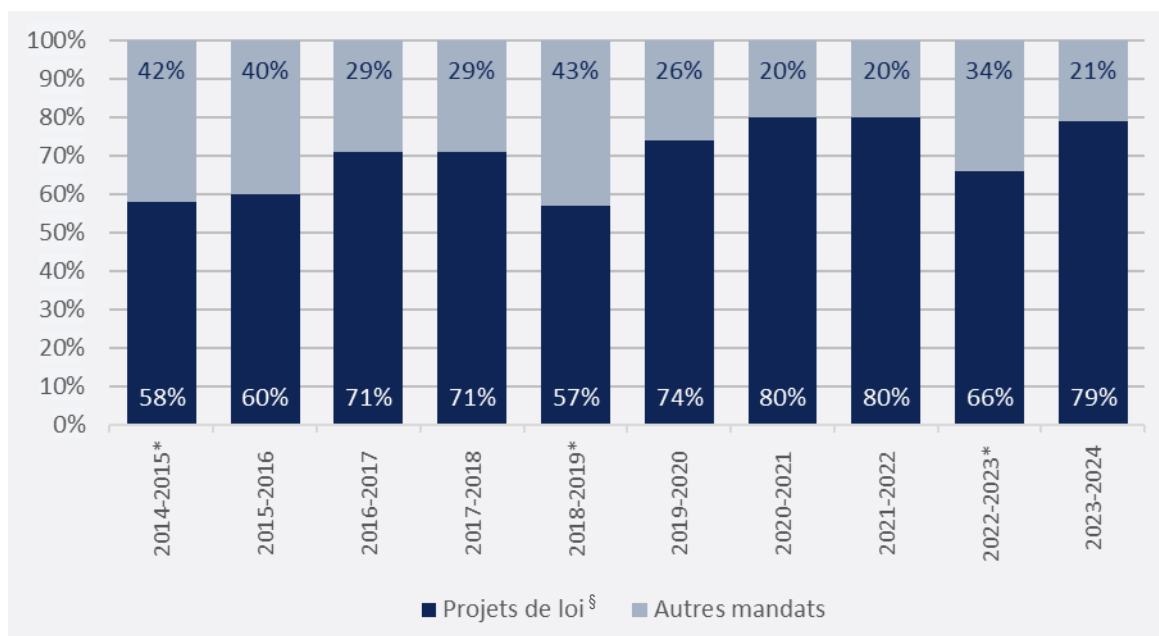
[†] Ce tableau n'inclut pas les projets de loi publics dont l'étude s'est déroulée exclusivement en commission plénière ni les projets de loi d'intérêt privé.

* Parmi les 40 projets de loi publics étudiés en commission en 2023-2024, 27 projets de loi ont fait l'objet de consultations particulières et d'une étude détaillée, 5 projets de loi ont fait l'objet de consultations particulières seulement et 8 projets de loi ont fait l'objet d'une étude détaillée seulement.

L'année 2023-2024 marque le retour à une proportion des heures consacrées à l'étude des projets de loi publics et d'intérêt privé (consultations publiques et étude détaillée) à près de 80 %, comme ce fut le cas en 2020-2021 et 2021-2022. Cette proportion avait diminué à 66 % en 2022-2023, année d'élections générales (**figure 3**).

Figure 03

Pourcentage des heures consacrées à l'étude des projets de loi et à d'autres mandats en commission parlementaire, par année



* Années d'élections générales

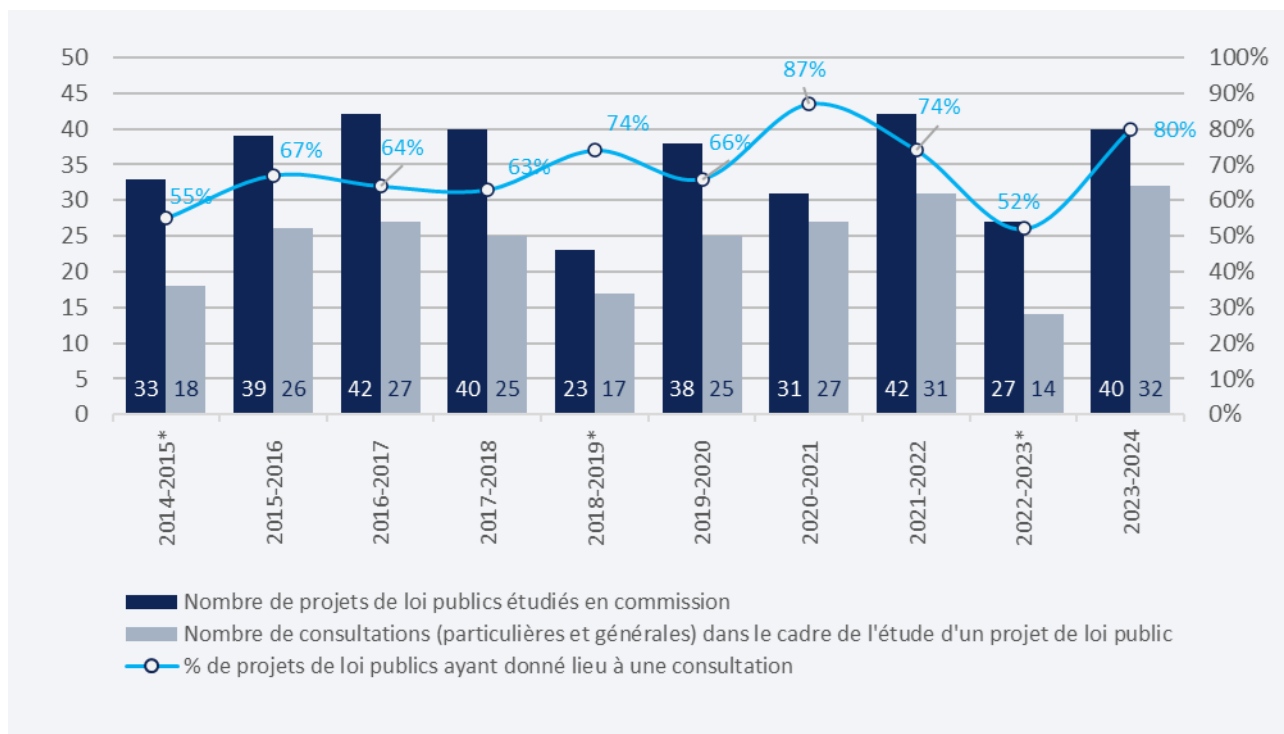
[§] La catégorie « Projets de loi » inclut les heures consacrées à l'étude des projets de loi publics (consultations et étude détaillée), ainsi qu'à l'étude des projets de loi d'intérêt privé.

En 2023-2024, 80 % des projets de loi publics étudiés en commission ont donné lieu à une consultation (**figure 4**). Cette proportion se situe au-dessus de la moyenne depuis 2014-2015, qui est de 68 %.

Cependant, notons qu'il faut interpréter avec prudence les données de la **figure 4**. En effet, le nombre de consultations dans le cadre de l'étude de projets de loi publics présenté dans la figure inclut celles de projets de loi pour lesquels l'étude détaillée n'avait pas encore débuté en date du 31 mars 2024. De plus, le nombre de projets de loi publics étudiés en commission présenté dans la figure inclut ceux dont les consultations publiques ont eu lieu lors de l'année financière précédente, mais dont l'étude détaillée s'est déroulée, en tout ou en partie, en 2023-2024.

Figure 04

Nombre de consultations particulières et générales reliées à un projet de loi public, par année



* Années d'élections générales

Enfin, lors de l'étude détaillée en commission parlementaire des 35 projets de loi publics et des 4 projets de loi d'intérêt privé, un total de 3 341 articles ont été examinés (**tableau 12**). Lors de cette étape du processus législatif, les membres de la commission peuvent également proposer des amendements au projet de loi afin de le modifier. Au total, 1 743 amendements et sous-amendements ont été proposés, dont 1 298, soit environ 74 %, ont été adoptés. La majorité des amendements qui ont été adoptés ont été proposés par les ministres afin de bonifier leur projet de loi. Quant au projet de loi n° 15, Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace, il représente à lui seul 1 180 articles, en plus des 581 amendements et sous-amendements proposés, dont 477 ont été adoptés (82 %).

À noter que les amendements et sous-amendements sont désormais étudiés en format électronique par les parlementaires.

Tableau 12

Nombre de projets de loi, d'articles et d'amendements étudiés en commission[†]

Type	Projets de loi	Articles	Amendements et sous-amendements	
			Proposés	Adoptés
Projets de loi publics	35	3 281	1 739	1 294
Projets de loi d'intérêt privé	4	60	4	4
Total	39	3 341	1 743	1 298

[†] Ce tableau présente le nombre total d'articles contenus dans l'ensemble des projets de loi ayant fait l'objet d'une étude détaillée en commission parlementaire, peu importe si l'étude a été complétée ou non. À noter que les projets de loi étudiés en commission plénière sont exclus de ce tableau.

Consultations et auditions

Les consultations sur invitation (consultations particulières⁹) ou celles s’adressant à l’ensemble de la population (consultations générales¹⁰) sont des moyens privilégiés pour les personnes et les organismes de faire connaître leur opinion et pour les membres des commissions d’être mieux informés sur les sujets étudiés. Les commissions peuvent également entendre en audition le Vérificateur général du Québec, le Protecteur du citoyen et Élections Québec dans le cadre de mandats prévus au Règlement ou les ministères et les organismes publics dans le cadre de mandats portant sur leur gestion administrative et leur reddition de comptes.

En 2023-2024, les commissions ont exécuté 45 mandats comportant des consultations ou d’autres types d’auditions (**tableau 13**). La majorité de ces mandats incluaient des consultations particulières (35 mandats sur les 45), surtout dans le cadre de l’étude de projets de loi. Les consultations et auditions publiques ont généré un total de 102 séances (**tableau 14**), dont 82 pour la tenue de consultations particulières. Les mandats de consultations et d’autres types d’auditions ont généré plus de 416 heures (**tableau 15**). La CET est la commission ayant tenu le plus de séances et d’heures de consultations et d’auditions, avec 19 séances et plus de 69 heures.

En plus des consultations particulières sur les projets de loi publics (32 des 35 mandats de consultations), 3 commissions ont tenu des consultations particulières et auditions publiques visant des matières différentes : la CFP sur le rapport de mise en œuvre de la *Loi facilitant la divulgation d’actes répréhensibles à l’égard des organismes publics*; la CI sur le rapport de mise en œuvre du *Code d’éthique et de déontologie des membres de l’Assemblée nationale 2015-2019* intitulé : *Incursion au cœur du code d’éthique et de déontologie : de la théorie à la pratique*; et la CSSS dans le cadre de son mandat d’initiative visant à étudier les moyens facilitant le don d’organes ou de tissus, notamment l’instauration de la présomption du consentement.

De plus, la CRC a mené, comme mentionné précédemment, un mandat de consultation générale et auditions publiques sur le cahier de consultation intitulé : *La planification de l’immigration au Québec pour la période 2024-2027*. Les deux dernières consultations générales remontent à 2019, à la CAPERN et à la CRC.

Du côté des « Autres auditions », en plus des auditions des intéressés réalisées dans le cadre de l’étude de projet de loi d’intérêt privé (3 à la CAT et 1 à la CFP), une audition a été réalisée à la CAPERN¹¹ au sujet d’un plan stratégique et d’un plan d’action, ainsi que trois auditions ont été

⁹ Les consultations particulières visent à entendre, lors d’auditions publiques, des personnes ou des organismes choisis par la commission ou par l’Assemblée nationale en raison de leur connaissance de la question étudiée ou de leur expertise en la matière.

¹⁰ Une consultation générale s’adresse à l’ensemble de la population. Elle est obligatoirement précédée d’un avis public publié dans les principaux quotidiens et dans la Gazette officielle du Québec afin d’inviter les personnes et les organismes intéressés par le sujet étudié à soumettre un mémoire à la commission. Les personnes peuvent aussi adresser une demande d’intervention sans transmettre de mémoire. Par la suite, la commission choisit les personnes et les organismes qu’elle souhaite entendre et tient des auditions publiques

¹¹ Audition d’Hydro-Québec dans le cadre de l’étude de son Plan stratégique 2022-2026 et de son Plan d’action 2035 intitulé : *Vers un Québec décarboné et prospère*.

réalisées à la CAP¹² au sujet de mandats de reddition de comptes. La CAN a également tenu des auditions dans la cadre de son mandat visant à étudier le rapport préliminaire de la Commission de la représentation électorale.

Tableau 13

Nombre de mandats dans le cadre desquels il y a eu des consultations et d'autres types d'auditions, par commission[†]

Commissions	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions*	Total	%
CAN	0	0	1	1	2,2
CAP	0	0	3	3	6,7
CAPERNE	1	0	1	2	4,4
CAT	5	0	3	8	17,8
CCE	2	0	0	2	4,4
CET	8	0	0	8	17,8
CFP	3	0	1	4	8,9
CI	7	0	0	7	15,6
CRC	2	1	0	3	6,7
CSSS	3	0	0	3	6,7
CTE	4	0	0	4	8,9
Total	35	1	9	45	100
%	77,8	2,2	20	100	

[†] Les consultations et les auditions présentées dans ce tableau peuvent constituer un mandat en soi ou ne représenter qu'une étape d'un mandat plus large. De plus, les auditions peuvent se tenir dans le cadre d'une séance publique ou dans le cadre d'une séance de travail (privée).

* La catégorie « Autres auditions » comprend notamment les mandats d'étude des projets de loi d'intérêt privé où la commission entend les personnes intéressées à intervenir sur le projet de loi ainsi que les mandats de la Commission de l'administration publique.

¹² Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux et des CIUSSS de la Capitale-Nationale et de l'Est-de-l'Île-de-Montréal sur le chapitre 4 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « Santé mentale : efficacité du continuum de soins et de services pour les usagers ayant des troubles mentaux graves »; Audition du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère de la Sécurité publique et du ministère des Transports et de la Mobilité durable sur le chapitre 2 du rapport d'avril 2023 de la commissaire au développement durable intitulé « Adaptation aux changements climatiques : risques liés à l'érosion et à la submersion côtières »; et Audition du Secrétariat du Conseil du trésor concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers, ainsi que sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.

Tableau 14

Nombre de séances consacrées à des consultations et à d'autres types d'auditions, par commission

Commissions	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions*	Total	%
CAN	0	0	3	3	2,9
CAP	0	0	3	3	2,9
CAPERIN	1	0	1	2	2
CAT	11	0	3	14	13,7
CCE	6	0	0	6	5,9
CET	19	0	0	19	18,6
CFP	6	0	1	7	6,9
CI	11	0	0	11	10,8
CRC	3	9	0	12	11,8
CSSS	12	0	0	12	11,8
CTE	13	0	0	13	12,7
Total	82	9	11	102	100
%	80,4	8,8	10,8	100	

* La catégorie « Autres auditions » comprend notamment les mandats d'étude des projets de loi d'intérêt privé où la commission entend les personnes intéressées à intervenir sur le projet de loi ainsi que les mandats de la Commission de l'administration publique.

Tableau 15

Nombre d'heures consacrées à des consultations et à d'autres types d'auditions, par commission

Commissions	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions*	Total	%
CAN	00:00	00:00	12:05	12:05	2,9
CAP	00:00	00:00	06:02	06:02	1,4
CAPERIN	03:26	00:00	05:08	08:34	2,1
CAT	53:44	00:00	01:27	55:11	13,2
CCE	27:32	00:00	00:00	27:32	6,6
CET	69:07	00:00	00:00	69:07	16,6
CFP	14:22	00:00	03:17	17:39	4,2
CI	47:14	00:00	00:00	47:14	11,3
CRC	11:52	50:34	00:00	62:26	15
CSSS	53:35	00:00	00:00	53:35	12,9
CTE	57:07	00:00	00:00	57:07	13,7
Total	337:59	50:34	27:59	416:32	100
%	81,1	12,1	6,7	100	

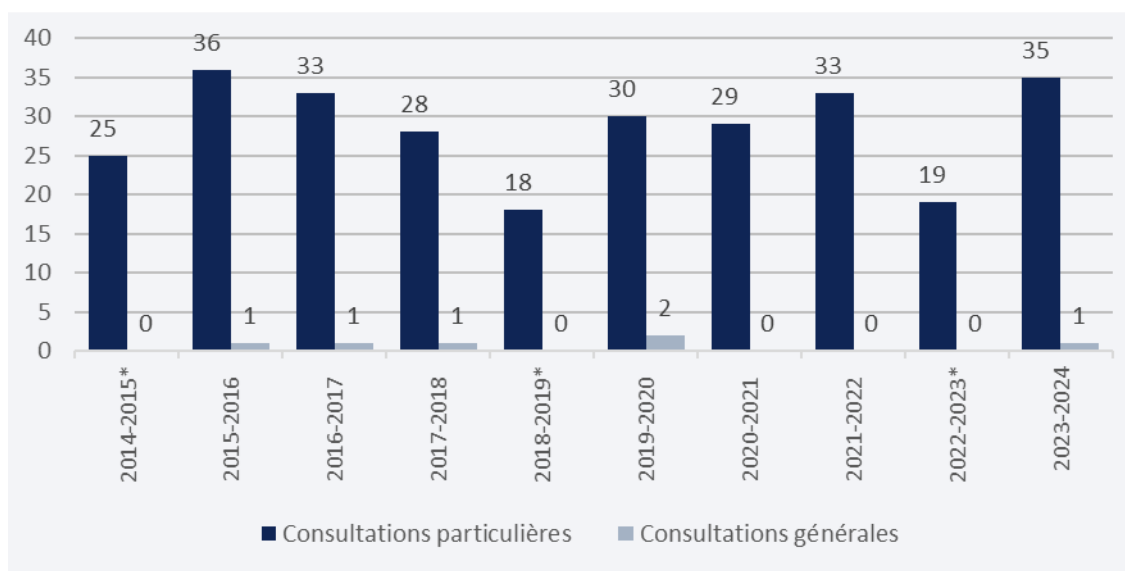
* La catégorie « Autres auditions » comprend notamment les mandats d'étude des projets de loi d'intérêt privé où la commission entend les personnes intéressées à intervenir sur le projet de loi ainsi que les mandats de la Commission de l'administration publique.

Depuis 2014-2015, des consultations particulières ont eu lieu dans le cadre d'environ 29 mandats par année en moyenne (**figure 5**). En 2023-2024, on remarque ainsi que le nombre de mandats dans lesquels des consultations particulières ont eu lieu (35) se situe au-dessus de la moyenne des dernières années, contrairement à l'année précédente, qui était une année électorale.

Depuis 2014-2015, peu de consultations générales ont été tenues par les commissions. En 2023-2024, une consultation générale s'est tenue à la CRC. La dernière fois qu'une consultation générale s'est tenue, c'était en 2019-2020, où il y avait eu deux consultations générales.

Figure 05

Nombre de mandats dans le cadre desquels il y a eu des consultations particulières et générales, par année

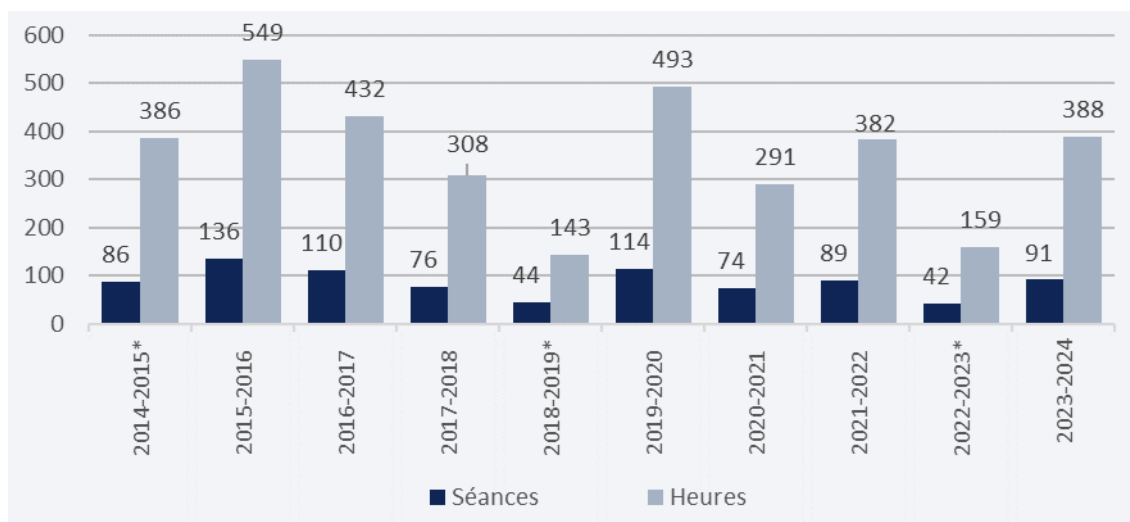


* Années d'élections générales

Avec 91 séances et plus de 388 heures dédiées à des consultations particulières et générales, l'année 2023-2024 se situe légèrement au-dessus de la moyenne depuis 2014-2015 de 86 séances et de 353 heures (**figure 6**).

Figure 06

Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par année



* Années d'élections générales

En 2023-2024, 540 témoins (455 organismes et 85 personnes) ont été entendus en commission, que ce soit en personne ou par le biais de la visioconférence¹³, dans le cadre de consultations particulières et d'auditions publiques (**tableau 16**). La CET (99) et la CRC (81) ont entendu le plus de témoins au total. Notons que 65 témoins ont été entendus à la CRC dans le cadre de la consultation générale et auditions publiques sur le cahier de consultation intitulé : *La planification de l'immigration au Québec pour la période 2024-2027*.

Dans le cadre d'une consultation, les organismes et les personnes, qu'ils soient entendus ou non, sont invités à transmettre un mémoire afin d'exprimer leur point de vue sur le sujet faisant l'objet de la consultation par une commission parlementaire. En 2023-2024, 785 mémoires ont été reçus au total. La CET a notamment reçu 156 mémoires dans le cadre des différentes consultations qu'elle a tenues. Cela en fait la commission ayant reçu le plus de mémoires, suivie de la CSSS (141). Les consultations qui ont généré la réception du plus grand nombre de mémoires portaient sur le projet de loi n° 15, *Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace*, à la CSSS (114 mémoires), sur le cahier de consultation intitulé : *La planification de l'immigration au Québec pour la période 2024-2027*, à la CRC (78 mémoires), ainsi que sur le projet de loi n° 31, *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation*, à la CAT (52 mémoires).

¹³ L'Entente relative à la notion de groupe parlementaire, au fonctionnement de l'Assemblée et des commissions parlementaires, aux aspects budgétaires et à d'autres mesures favorisant la conciliation travail-famille qui s'applique pour l'ensemble de la 43^e législature prévoit la possibilité d'entendre les témoins par visioconférence.

Tableau 16

Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus lors des consultations et des autres types d'auditions, par commission

Commissions	Consultations particulières		Consultations générales		Autres auditions	
	Témoins entendus*	Mémoires reçus	Témoins entendus*	Mémoires reçus	Témoins entendus*	Mémoires reçus [§]
CAN	0	0	0	0	1	0
CAP	0	0	0	0	9	0
CAPERIN	5	6	0	0	1	0
CAT	74	130	0	0	2	0
CCE	44	58	0	0	0	0
CET	99	156	0	0	0	0
CFP	21	22	0	0	1	0
CI	64	70	0	0	0	0
CRC	16	15	65	78	0	0
CSSS	60	141	0	0	0	0
CTE	78	109	0	0	0	0
Total	461	707	65	78	14	0

* Nombre de personnes et d'organismes entendus, excluant les ministres. À noter qu'il ne s'agit pas de témoins tous distincts puisqu'une même personne ou un même organisme entendu dans le cadre de deux mandats différents sera compté deux fois.

§ Généralement, des mémoires sont seulement reçus dans le cadre de consultations particulières ou d'une consultation générale. Toutefois, il arrive que des mémoires soient reçus dans d'autres types d'audition.

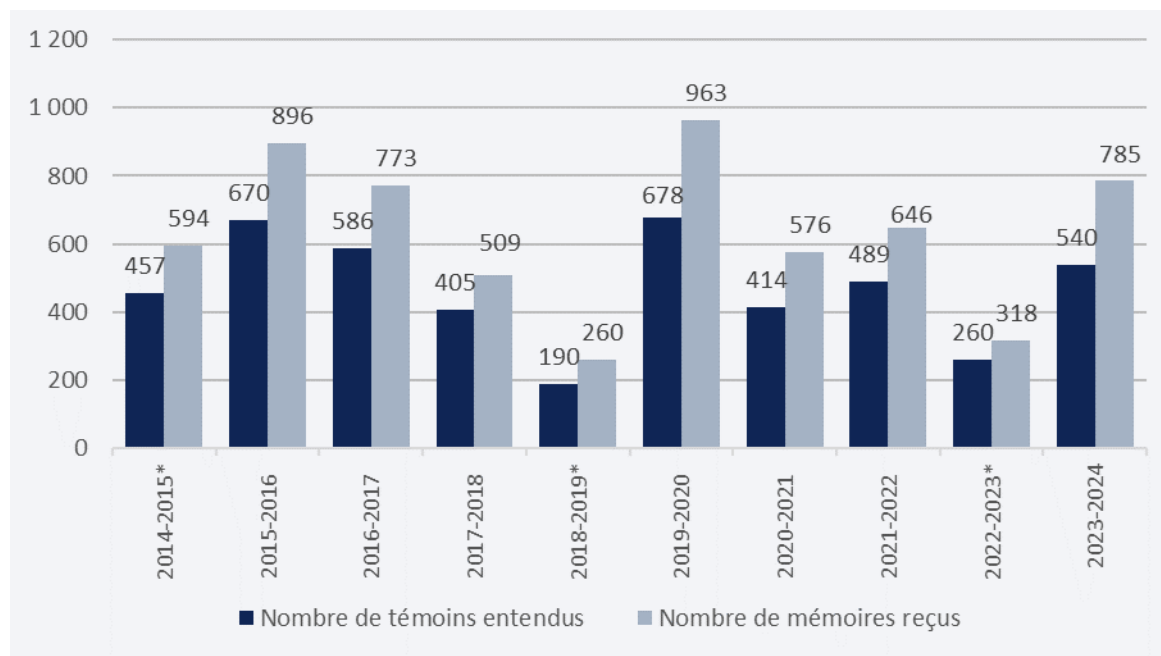
En moyenne, au cours des dix dernières années, les commissions ont entendu 469 personnes et organismes et elles ont reçu 632 mémoires annuellement (**figure 7**). En 2023-2024, les valeurs se situent donc au-dessus de la moyenne décennale, avec 540 témoins entendus et 785 mémoires reçus.

Deux années financières se distinguent par leur nombre plus élevé de mémoires reçus. En 2015-2016, un total de 896 mémoires avaient été reçus, dont 334 mémoires ayant été transmis dans le cadre des consultations sur quatre projets de loi et d'un mandat autre de l'Assemblée. Quant à l'année 2019-2020, c'est un total de 963 mémoires qui avaient été reçus, dont 319 mémoires dans le cadre de consultations sur deux projets de loi et deux mandats d'initiative.

Ainsi, bien que les mandats recueillant le plus de mémoires soient généralement ceux concernant l'étude de projets de loi publics, il arrive que d'autres mandats en attirent également un nombre élevé. Par exemple, outre le mandat à la CRC sur le cahier de consultation intitulé : La planification de l'immigration au Québec pour la période 2024-2027 (78 mémoires) réalisé en 2023-2024, la Commission de la culture et de l'éducation avait reçu, en 2019-2020, 87 mémoires dans le cadre de son mandat d'initiative sur « l'avenir des médias d'information ».

Figure 07

Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus, par année



* Années d'élections générales

Participation citoyenne en ligne

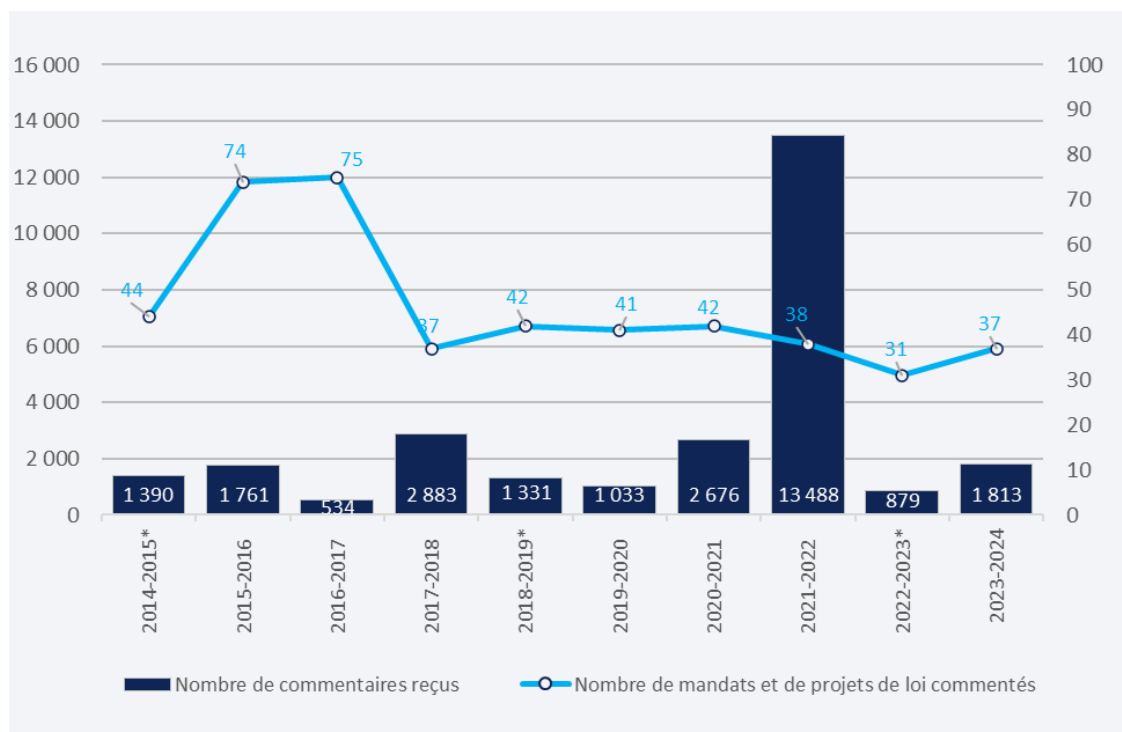
Le site Internet de l'Assemblée permet à toute personne qui le désire de formuler des commentaires sur la majorité des mandats des commissions, notamment sur les projets de loi. Ces commentaires sont mis à la disposition des membres de la commission qui étudient le projet de loi ou qui exécutent le mandat.

Au cours de la dernière année, 1 813 commentaires ont été reçus en lien avec 37 mandats et projets de loi (**figure 8**). Cette valeur se situe sous la moyenne décennale, qui est de 2 779 commentaires reçus annuellement.

À noter que, au cours des dix dernières années, il a été fréquent qu'un ou des mandats en particulier génèrent un nombre élevé de commentaires en ligne. Par exemple, en 2017-2018, 1 810 des 2 883 commentaires reçus concernaient le projet de loi n° 128, Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens, étudié à la CI. En 2021-2022, plus de 12 000 des 13 488 commentaires reçus portaient sur deux projets de loi, soit le projet de loi n° 2, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil, étudié à la CI, et le projet de loi n° 15, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives, étudié à la CSSS. En 2023-2024, 802 des 1 813 commentaires reçus concernaient le projet de loi n° 15, Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace, étudié à la CSSS.

Figure 08

Nombre de mandats des commissions commentés et nombre de commentaires en ligne reçus, par année



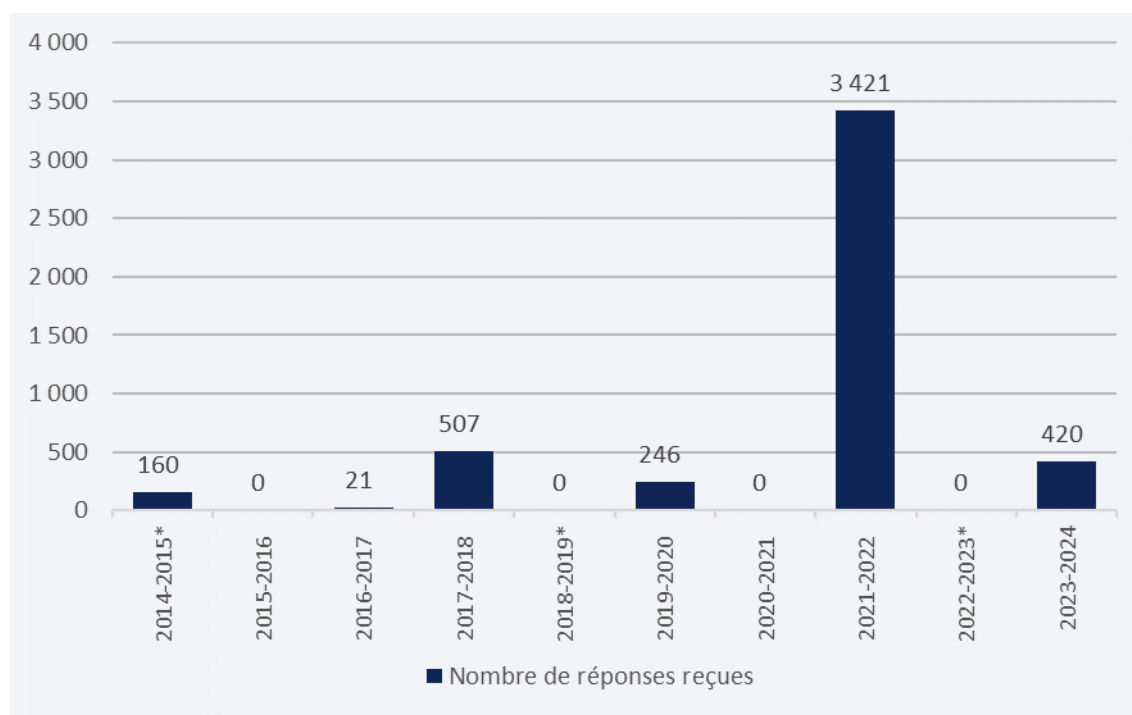
* Années d'élections générales

Dans le cadre de certaines consultations publiques, les parlementaires peuvent également sonder spécifiquement la population en l'invitant à répondre à des consultations en ligne sur des sujets reliés aux mandats faisant l'objet de consultations. Le nombre de réponses aux consultations en ligne reçues annuellement varie grandement d'une année à l'autre (**figure 9**), principalement en raison du fait que certaines années n'ont donné lieu à aucune consultation en ligne. Par exemple, en 2021-2022, une consultation en ligne a été réalisée dans le cadre des consultations sur l'évolution de la Loi concernant les soins de fin de vie à la Commission spéciale sur l'évolution de la *Loi concernant les soins de fin de vie*¹⁴. Au total, 3 421 réponses ont été reçues. En 2023-2024, une consultation en ligne a été réalisée dans le cadre de la consultation générale et auditions publiques sur le cahier de consultation intitulé : La planification de l'immigration au Québec pour la période 2024-2027, à la CRC, et a recueilli 420 commentaires.

¹⁴ Commission spéciale créée en vertu d'une motion adoptée le 31 mars 2021 par l'Assemblée nationale. Au cours de son mandat, la Commission a tenu des consultations particulières et des auditions publiques sur l'évolution de la *Loi concernant les soins de fin de vie* et a ensuite déposé son rapport le 8 décembre 2021. Ayant terminé son mandat, elle s'est dissoute.

Figure 09

Nombre de réponses reçues aux consultations en ligne, par année



* Années d'élections générales

Contrôle parlementaire

Une autre responsabilité importante des commissions parlementaires est le contrôle de l'action gouvernementale. Que ce soit dans les commissions sectorielles par l'étude des crédits budgétaires, les mandats d'interpellation, la reddition de comptes d'organismes publics et des mandats conférés par des lois, ou encore à la CAP à travers ses différents mandats, les commissions disposent de moyens particuliers pour un meilleur contrôle de l'Administration.

Lors de la dernière année, un total de plus de 153 heures a été dédié aux activités de contrôle parlementaire, représentant près de 11 % de l'ensemble des heures réalisées par les commissions (**tableau 17**). L'étude des crédits budgétaires a composé la grande majorité des heures de contrôle effectuées.

Tableau 17

Activités de contrôle parlementaire

Activités	Heures	%
Crédits budgétaires	119:45	8,4
Interpellations	23:55	1,7
Reddition de comptes et surveillance d'organismes	0:00	0
Mandats réalisés par la CAP	10:18	0,7
Total des activités de contrôle parlementaire	153:58	10,8
Total des autres activités	1 267:20	89,2
Total	1 421:18	100

Reddition de comptes dans les commissions sectorielles

En vertu des articles 293.1 et 294 du *Règlement de l'Assemblée nationale*, chaque commission sectorielle, dans son domaine de compétence, peut entendre les ministres, les sous-ministres et les dirigeants d'organismes publics afin de discuter de leur gestion administrative ainsi que des orientations et des activités de l'organisme.

En 2023-2024, aucun mandat de reddition de comptes n'a été réalisé par les commissions sectorielles.

Mandats réalisés par la Commission de l'administration publique

La CAP a un mode de fonctionnement particulier comparativement aux commissions sectorielles. Les mandats que l'article 117.6 du *Règlement de l'Assemblée nationale* lui confie ont une portée plus large et continue :

- ❖ vérifier les engagements financiers;
- ❖ entendre le Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion;
- ❖ entendre, en vertu de la *Loi sur l'administration publique*, les ministres, les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes afin de discuter de leur gestion administrative, au moins une fois tous les quatre ans ou lorsque celle-ci est signalée dans un rapport du Vérificateur général ou du Protecteur du citoyen;
- ❖ étudier le rapport annuel sur l'application de la *Loi sur l'administration publique*;
- ❖ étudier toute matière qui lui est confiée par l'Assemblée.

En 2023-2024, la CAP a réalisé trois auditions, dont l'une dans le cadre d'un mandat triple. De plus, la Commission s'est réunie à quelques reprises pour l'organisation de ses travaux et pour procéder à l'examen de rapports annuels de gestion de 5 ministères et organismes afin d'analyser leur performance organisationnelle.

Au total, elle s'est réunie dans le cadre de 3 séances publiques et de 9 séances de travail, correspondant à plus de treize heures de travaux (**tableau 18**).

Tableau 18

Mandats réalisés par la Commission de l'administration publique

Mandats	Séances	Heures
Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux et des CIUSSS de la Capitale-Nationale et de l'Est-de-l'Île-de-Montréal sur le chapitre 4 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « <i>Santé mentale: efficacité du continuum de soins et de services pour les usagers ayant des troubles mentaux graves</i> »	3	3:36
Audition du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère de la Sécurité publique et du ministère des Transports et de la Mobilité durable sur le chapitre 2 du rapport d'avril 2023 de la commissaire au développement durable intitulé « <i>Adaptation aux changements climatiques: risques liés à l'érosion et à la submersion côtières</i> »	3	3:25
Audition du Secrétariat du Conseil du trésor concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers, ainsi que sur le Rapport d'application de la <i>Loi sur l'administration publique</i>	3	3:17
Organisation générale et analyse de rapports annuels	3	3:03
Total	12	13:21

La CAP présente le fruit de ses travaux dans son rapport sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics qu'elle dépose à l'Assemblée généralement deux fois par année, en juin et en décembre. Son rapport du printemps 2023, déposé le 7 juin 2023, contient 1 recommandation, alors que son rapport de l'automne 2023, déposé le 1^{er} décembre 2023 contient 8 recommandations. La CAP a publié 47 rapports sur l'imputabilité depuis 1997.

Rapports des commissions

Lorsqu'une commission termine un mandat, elle dépose son rapport à l'Assemblée. Le rapport d'une commission est constitué du procès-verbal de ses travaux et, le cas échéant, de ses observations, de ses conclusions et de ses recommandations. Une recommandation invite, la plupart du temps, le gouvernement, un ministère ou un organisme public à prendre les mesures nécessaires pour corriger une situation.

Au cours de l'année 2023-2024, les commissions ont produit cinq rapports contenant des observations, des conclusions et des recommandations (tableau 19).

Tableau 19

Rapports contenant des observations, des conclusions et des recommandations

Commissions	Rapports (date de dépôt à l'Assemblée)
Mandats réalisés par les commissions sectorielles	
CCE	<u>Consultations particulières et auditions publiques sur le mandat d'initiative portant sur les révélations de violence lors des initiations dans le milieu du hockey junior et la possible situation dans d'autres sports</u> (30 mai 2023)
CRC	<u>Consultation générale et auditions publiques sur le cahier de consultation intitulé : <i>La planification de l'immigration au Québec pour la période 2024-2027</i></u> (4 octobre 2023)
CI	<u>Consultations particulières et auditions publiques sur le rapport de mise en œuvre du <i>Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale 2015-2019</i> intitulé : <i>Incursion au cœur du code d'éthique et de déontologie : de la théorie à la pratique</i></u> (28 novembre 2023)
Mandats réalisés par les commissions ayant un rôle horizontal	
CAP	<u>Auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics sur leur gestion administrative – <i>Rapport sur l'imputabilité</i> – Printemps 2023</u> (7 juin 2023)
CAP	<u>Audition des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics sur leur gestion administrative – <i>Rapport sur l'imputabilité</i> – Automne 2023</u> (1 ^{er} décembre 2023)

Annexe I. Tableaux 20, 21 et 22

Tableau 20

Nombre de mandats selon les types de mandats et d'activités, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée				Mandats prévus au Règlement			Mandats conférés par une loi	Mandats d'initiative				Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Études de toute autre matière	Élections à la présidence et à la vice-présidence	Interpellations	Autres		Études de règlement	Reddition de comptes et surveillance d'organismes	Études de pétitions	Études de toute autre matière	
	Publics*	Privés											
CAN	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
CAP	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	5
CAPERNE	3	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	6
CAT	8	3	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	14
CCE	4	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	1	7
CET	15	0	1	0	1	3	0	0	0	0	0	0	20
CFP	6	1	1	1	0	0	2	1	0	0	0	0	12
CI	13	0	1	1	0	1	0	1	0	0	0	0	17
CRC	5	0	1	1	0	1	0	1	0	0	0	0	9
CSSS	5	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0	1	9
CTE	8	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	10
Total	67	4	9	4	1	12	7	4	0	0	0	2	110[†]

* Regroupent les mandats de consultations publiques et des études détaillées.

† Dans le cas où une commission réalise un « double ou un triple mandat », le mandat sera comptabilisé à deux ou trois reprises dans le **tableau 20**. À noter toutefois que le nombre de séances et d'heures n'est calculé qu'une fois dans les **tableaux 21** et **22**.

Tableau 21

Nombre de séances selon les types de mandats et d'activités, en nombre et en pourcentage, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée				Mandats prévus au Règlement			Mandats conférés par une loi	Mandats d'initiative				Org. générale	Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Études de toute autre matière	Élections à la présidence et à la vice-présidence	Interpellations	Autres		Études de règlement	Reddition de comptes et surveillance d'organismes	Études de pétitions	Études de toute autre matière		
	Publics	Privés												
CAN	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	3
CAP	0	0	0	0	0	0	9	0	0	0	0	0	3	12
CAPERIN	3	0	3	1	0	1	0	0	0	0	0	0	4	12
CAT	35	3	3	0	0	2	0	0	0	0	0	0	6	49
CCE	31	0	4	0	0	1	0	0	0	0	0	3	10	49
CET	36	0	6	0	1	3	0	0	0	0	0	0	7	53
CFP	9	1	4	2	0	0	3	0	0	0	0	0	6	25
CI	38	0	5	2	0	1	0	0	0	0	0	0	6	52
CRC	17	0	5	10	0	1	0	0	0	0	0	0	5	38
CSSS	57	0	2	0	0	2	0	0	0	0	0	6	15	82
CTE	40	0	3	0	0	1	0	0	0	0	0	0	12	56
Total (séance)	266	4	35	15	1	12	12	3	0	0	0	9	74	431[†]
CAN	0,0	0	0,0	0	0	0,0	0	100	0	0	0	0,0	0,0	0,7
CAP	0,0	0	0	0,0	0	0,0	75	0	0	0	0	0,0	4,1	2,8
CAPERIN	1,1	0	8,6	6,7	0	8,3	0	0	0	0	0	0,0	5,4	2,8
CAT	13,2	75	8,6	0,0	0	16,7	0	0	0	0	0	0,0	8,1	11,4
CCE	11,7	0	11,4	0,0	0	8,3	0	0	0	0	0	33,3	13,5	11,4
CET	13,5	0	17,1	0,0	100	25,0	0	0	0	0	0	0,0	9,5	12,3
CFP	3,4	25	11,4	13,3	0	0,0	25	0	0	0	0	0,0	8,1	5,8
CI	14,3	0	14,3	13,3	0	8,3	0	0	0	0	0	0,0	8,1	12,1
CRC	6,4	0	14,3	66,7	0	8,3	0	0	0	0	0	0,0	6,8	8,8
CSSS	21,4	0	5,7	0,0	0	16,7	0	0	0	0	0	66,7	20,3	19,0
CTE	15,0	0	8,6	0	0	8,3	0	0	0	0	0	0,0	16,2	13,0
Total (%)	100	100	100	100	100	100	100	0	0	0	0	100	100	100

[†] Dans le cas où une commission réalise un « double ou un triple mandat », le mandat sera comptabilisé à deux ou trois reprises dans le **tableau 20**. À noter toutefois que le nombre de séances et d'heures n'est calculé qu'une fois dans les **tableaux 21** et **22**.

Tableau 22

Nombre d'heures selon les types de mandats et d'activités, en heure et en pourcentage, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée				Mandats prévus au Règlement			Mandats conférés par une loi	Mandats d'initiative				Org. générale	Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Études de toute autre matière	Élections à la présidence et à la vice-présidence	Interpellations	Autres		Études de règlement	Reddition de comptes et surveillance d'organismes	Études de pétitions	Études de toute autre matière		
	Publics	Privés												
CAN	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	0:00	12:05	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	12:05
CAP	00:00	00:00	00:00	00:00	0:00	00:00	10:18	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	3:03	13:21
CAPERIN	5:22	00:00	10:45	5:08	0:00	2:00	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	0:50	24:05
CAT	159:20	1:27	9:04	00:00	0:00	3:59	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	2:08	175:58
CCE	141:54	0:00	12:36	00:00	0:00	1:59	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	3:17	2:52	162:38
CET	121:05	00:00	16:45	00:00	00:02	6:02	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	2:19	146:13
CFP	17:37	3:17	14:04	4:46	0:00	00:00	15:30	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	1:24	56:38
CI	143:25	00:00	19:59	7:09	0:00	1:55	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	2:21	174:49
CRC	70:54	00:00	15:32	51:57	0:00	2:00	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	1:57	142:20
CSSS	298:49	00:00	10:01	00:00	0:00	4:00	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	12:25	4:58	330:13
CTE	165:05	0:00	10:59	0:00	0:00	2:00	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	00:00	4:36	182:40
Total (heures)	1123:31	4:44	119:45	69:00	0:02	23:55	25:48	12:05	00:00	00:00	00:00	15:42	26:28	1421:00 [†]
CAN	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0	0	0	0,0	0,0	0,9
CAP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	39,9	0,0	0	0	0	0,0	11,5	0,9
CAPERIN	0,5	0,0	9,0	7,4	0,0	8,4	0,0	0,0	0	0	0	0,0	3,1	1,7
CAT	14,2	30,6	7,6	0,0	0,0	16,7	0,0	0,0	0	0	0	0,0	8,1	12,4
CCE	12,6	0,0	10,5	0,0	0,0	8,3	0,0	0,0	0	0	0	20,9	10,8	11,4
CET	10,8	0,0	14,0	0,0	100,0	25,2	0,0	0,0	0	0	0	0,0	8,8	10,3
CFP	1,6	69,4	11,7	6,9	0,0	0,0	60,1	0,0	0	0	0	0,0	5,3	4,0
CI	12,8	0,0	16,7	10,4	0,0	8,0	0,0	0,0	0	0	0	0,0	8,9	12,3
CRC	6,3	0,0	13,0	75,3	0,0	8,4	0,0	0,0	0	0	0	0,0	7,4	10,0
CSSS	26,6	0,0	8,4	0,0	0,0	16,7	0,0	0,0	0	0	0	79,1	18,8	23,2
CTE	14,7	0,0	9,2	0,0	0,0	8,4	0,0	0,0	0	0	0	0,0	17,4	12,9
Total (%)	100	100	100	100	100	100	100	100	0	0	0	100	100	100

[†] Dans le cas où une commission réalise un « double ou un triple mandat », le mandat sera comptabilisé à deux ou trois reprises dans le **tableau 20**. À noter toutefois que le nombre de séances et d'heures n'est calculé qu'une fois dans les **tableaux 21** et **22**.

Annexe II. Fiches détaillées des activités des commissions

LÉGENDE

Mandat	Liste des mandats pour lesquels au moins une séance (publique ou de travail) a été tenue au cours de la période (1 ^{er} avril 2023 au 31 mars 2024). Le mandat peut avoir commencé l'année précédente ou s'être poursuivi l'année suivante.
Séances	Nombre total de séances tenues dans le cadre du mandat au cours de la période.
Durée	Durée totale des séances tenues dans le cadre du mandat au cours de la période.
Dates	Dates des séances tenues dans le cadre du mandat au cours de la période.

Commission de l'Assemblée nationale

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque
Mandats conférés par une loi	3	12:05	2024-02-13, 2024-02-14, 2024-02-15	
Étude du rapport préliminaire de la Commission de la représentation électorale				

Commission de l'administration publique

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats prévus au règlement	Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux et des CIUSSS de la Capitale-Nationale et de l'Est-de-l'Île-de-Montréal sur le chapitre 4 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « <i>Santé mentale : efficacité du continuum de soins et de services pour les usagers ayant des troubles mentaux graves</i> »	3	03:36	2023-10-05, 2023-10-05, 2023-10-05	
	Audition du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère de la Sécurité publique et du ministère des Transports et de la Mobilité durable sur le chapitre 2 du rapport d'avril 2023 de la commissaire au développement durable intitulé « <i>Adaptation aux changements climatiques : risques liés à l'érosion et à la submersion côtières</i> »	3	03:25	2023-11-07, 2023-11-07, 2023-11-07	
	Audition du Secrétariat du Conseil du trésor concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers, ainsi que sur le Rapport d'application de la <i>Loi sur l'administration publique</i>	3	03:17	2023-06-05, 2023-06-05, 2023-06-05	Triple mandat
Organisation générale	Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	00:02	2023-09-14	
	Séance de travail - Organiser les travaux de la Commission et procéder à l'analyse de rapports annuels de gestion	1	01:46	2023-09-26	
	Séance de travail - Procéder au suivi de la recommandation 1.3 du rapport du printemps 2021 de la Commission de l'administration publique, « QUE la Commission de l'administration publique amorce une réflexion sur l'opportunité d'examiner les états financiers consolidés du gouvernement en commission parlementaire »	1	01:15	2024-02-21	

Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 28, <i>Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et la Loi sur les producteurs agricoles</i>	1	03:26	2023-10-19	
	Étude détaillée du projet de loi n° 28, <i>Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et la Loi sur les producteurs agricoles</i>	1	01:21	2023-11-07	
	Étude détaillée du projet de loi n° 498, <i>Loi proclamant la Journée nationale de l'érable</i>	1	00:35	2024-03-13	
	Étude des crédits budgétaires 2023-2024	3	10:45	2023-04-27, 2023-05-02, 2023-05-04	
	Audition d'Hydro-Québec dans le cadre de l'étude de son Plan stratégique 2022-2026 et de son Plan d'action 2035 intitulé : <i>Vers un Québec décarboné et prospère</i>	1	05:08	2023-11-30	
Mandats prévus au Règlement	Interpellation du député de Jacques-Cartier au ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie sur le sujet suivant : Les défis énergétiques: un enjeu pour notre société et notre économie	1	02:00	2023-11-24	

Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 669-20230607 sur la révision de la planification des chantiers de coupes forestières dans la zone de villégiature concentrée autour des Lacs du Jésuite, Mékinac et Missionnaire Sud	1	00:20	2023-09-26	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur l'adaptation de l'aménagement forestier aux changements climatiques	1	00:13	2023-11-01	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur l'avenir de la forêt publique québécoise	1	00:13	2023-11-01	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative visant à entendre le président-directeur général d'Hydro-Québec	1	00:04	2023-11-30	

Commission de l'aménagement du territoire

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 16, <i>Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions</i>	3	12:56	2023-04-06, 2023-04-18, 2023-04-19	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 31, <i>Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation</i>	3	15:00	2023-09-14, 2023-09-19, 2023-09-20	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 39, <i>Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives</i>	1	05:37	2023-11-21	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 50, <i>Loi édictant la Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres et modifiant diverses dispositions relatives notamment aux centres de communications d'urgence et à la protection contre les incendies de forêt</i>	2	09:13	2024-03-19, 2024-03-20	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 45, <i>Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin principalement de renforcer la protection de l'intégrité des personnes dans les loisirs et les sports</i>	2	10:58	2024-03-26, 2024-03-27	
	Étude détaillée du projet de loi n° 16, <i>Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions</i>	5	16:50	2023-05-11, 2023-05-23, 2023-05-24, 2023-05-25, 2023-05-30	

Mandats confiés par l'Assemblée

Étude détaillée du projet de loi n° 31, <i>Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation</i>	14	62:10	2023-10-17, 2023-10-26, 2023-10-31, 2023-11-01, 2023-11-02, 2023-11-07, 2023-11-08, 2023-11-22, 2023-11-23, 2023-11-28, 2023-12-06, 2023-12-07, 2024-01-30, 2024-02-06
Étude détaillée du projet de loi n° 39, <i>Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives</i>	5	26:36	2023-11-29, 2023-11-30, 2023-12-01, 2023-12-05, 2023-12-06
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 200, <i>Loi concernant l'annulation d'une servitude grevant certains lots situés en la Ville de Carignan</i>	1	00:25	2023-05-31
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 202, <i>Loi concernant la Ville de Saint-Jérôme</i>	1	00:22	2023-05-31
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 204, <i>Loi concernant la Ville de Longueuil</i>	1	00:40	2024-02-01

	Étude des crédits budgétaires 2023-2024	3	09:04	2023-04-27, 2023-05-03, 2023-05-04	
Mandats prévus au Règlement	Interpellation de la députée des Mille-Îles à la ministre responsable de l'Habitation sur le sujet suivant : L'habitation au Québec : un autre échec caquiste	1	02:00	2024-02-09	
	Interpellation de la députée de Saint-Laurent au ministre responsable des Infrastructures sur le sujet suivant : Les infrastructures au Québec : l'art d'échapper des grands projets	1	01:59	2024-03-15	
Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 462-20230323 concernant l'atténuation des nuisances sonores à l'Esplanade du Parc Olympique	1	00:19	2023-04-05	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 734-20230914 concernant la mise en place d'un projet pilote pour loger en appartement les membres de la communauté de rue vivant sous l'autoroute Ville-Marie	1	00:29	2023-09-28	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 741-20230919 concernant l'opposition à l'expansion du Port de Québec en territoire agricole à Lévis	1	00:19	2023-09-28	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 855-20230928 portant sur une compensation financière pour la perte d'abris ou de camps due au feu de forêt 281	1	00:19	2023-10-19	

Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1241-20240130 portant sur des modifications au projet de loi n° 31, <i>Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation</i>	1	00:28	2024-02-07	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéro 1255-20240131 et 1256-20240131 portant sur une modification du <i>Code de construction du Québec</i> afin de rendre obligatoire les principes du design universel	1z	00:14	2024-02-14	

Commission de la culture et de l'éducation

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 23, <i>Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique et édictant la Loi sur l'Institut national d'excellence en éducation</i>	4	18:17	2023-06-01, 2023-06-02, 2023-06-06, 2023-06-07	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 47, <i>Loi visant à renforcer la protection des élèves</i>	2	09:15	2024-01-30, 2024-01-31	
Mandats confiés par l'Assemblée Étude détaillée du projet de loi n° 23, <i>Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique et édictant la Loi sur l'Institut national d'excellence en éducation</i>	20	98:53	2023-09-28, 2023-10-03, 2023-10-04, 2023-10-05, 2023-10-17, 2023-10-18, 2023-10-19, 2023-10-24, 2023-10-25, 2023-10-26, 2023-10-31, 2023-11-01, 2023-11-02, 2023-11-07, 2023-11-08, 2023-11-09, 2023-11-21, 2023-11-22, 2023-11-28, 2023-11-29	

Mandats confiés par l'Assemblée	Étude détaillée du projet de loi n° 47, <i>Loi visant à renforcer la protection des élèves</i>	5	15:29	2024-02-21, 2024-02-22, 2024-03-13, 2024-03-14, 2024-03-19	
	Étude des crédits budgétaires 2023-2024	4	12:36	2023-04-25, 2023-05-02, 2023-05-03, 2023-05-04	
Mandats prévus au Règlement	Interpellation de la députée de Saint-Laurent au ministre de l'Éducation sur le sujet suivant : Les douze travaux du ministre de l'Éducation	1	01:59	2023-09-22	
Mandats d'initiative	Mandat d'initiative portant sur les révélations de violence lors des initiations dans le milieu du hockey junior et la possible situation dans d'autres sports	3	03:17	2023-04-20, 2023-05-10, 2023-05-24	Mandat débuté avant le 1 ^{er} avril 2023

Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur la langue française au collégial	1	00:28	2023-04-05	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 461-20230323 portant sur la construction d'une école secondaire à Val-des-Monts	1	00:16	2023-04-05	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéros 522-20230419 et 523-20230419 portant sur le maintien du service de soutien pédagogique à l'intégration des élèves ayant un handicap physique au CSSDM	1	00:24	2023-05-11	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur la question des clauses d'amnistie au sein des conventions collectives dans le cadre de l'application de la Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur	1	00:10	2023-05-25	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 622-20230531 portant sur l'ajout du programme de maîtrise professionnelle en orthophonie à la liste des programmes admissibles aux Bourses Perspective Québec	1	00:17	2023-09-20	

Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 989-20231017 concernant la bonification de l'aide financière aux études et la réduction de la dette des diplômés québécois	1	00:20	2023-10-26	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1017-20231019 portant sur l'annulation de la politique SEJ-18 du Centre de services scolaire des Mille-Îles	1	00:18	2023-11-02	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1141-20231128 portant sur l'annulation de la hausse des frais de scolarité des étudiants provenant de l'extérieur du Québec	1	00:09	2023-12-07	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1180-20231130 concernant le maintien des services offerts au Pavillon d'éducation communautaire d'Hochelaga-Maisonneuve	1	00:20	2023-12-07	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1242-20240130 concernant la gratuité du transport scolaire	1	00:10	2024-02-07	

Commission de l'économie et du travail

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 19, <i>Loi sur l'encadrement du travail des enfants</i>	3	11:32	2023-04-18, 2023-04-19, 2023-04-20	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 25, <i>Loi visant à lutter contre l'hébergement touristique illégal</i>	2	06:12	2023-05-23, 2023-05-24	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 29, <i>Loi protégeant les consommateurs contre l'obsolescence programmée et favorisant la durabilité, la réparabilité et l'entretien des biens</i>	2	08:00	2023-09-12, 2023-09-13	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 17, <i>Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau réglementaire et administratif</i>	2	08:32	2023-09-20, 2023-09-21	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 38, <i>Loi modifiant la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement et d'autres dispositions législatives</i>	1	01:36	2023-11-21	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 42, <i>Loi visant à prévenir et à combattre le harcèlement psychologique et la violence à caractère sexuel en milieu de travail</i>	3	10:57	2024-01-30, 2024-01-31, 2024-02-01	

Mandats confiés par l'Assemblée

Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 51, <i>Loi modernisant l'industrie de la construction</i>	4	15:09	2024-03-12, 2024-03-13, 2024-03-14, 2024-03-19
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 44, <i>Loi modifiant principalement la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation en matière de recherche</i>	2	07:09	2024-03-20, 2024-03-27
Étude détaillée du projet de loi n° 19, <i>Loi sur l'encadrement du travail des enfants</i>	2	04:18	2023-05-10, 2023-05-25
Étude détaillée du projet de loi n° 25, <i>Loi visant à lutter contre l'hébergement touristique illégal</i>	1	03:59	2023-05-31
Étude détaillée du projet de loi n° 29, <i>Loi protégeant les consommateurs contre l'obsolescence programmée et favorisant la durabilité, la réparabilité et l'entretien des biens</i>	1	04:49	2023-09-26
Étude détaillée du projet de loi n° 17, <i>Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau réglementaire et administratif</i>	4	13:01	2023-09-28, 2023-10-03, 2023-10-04, 2023-10-18
Étude détaillée du projet de loi n° 38, <i>Loi modifiant la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement et d'autres dispositions législatives</i>	3	06:10	2023-11-23, 2023-11-28, 2023-11-29

Mandats confiés par l'Assemblée	Étude détaillée du projet de loi n° 42, <i>Loi visant à prévenir et à combattre le harcèlement psychologique et la violence à caractère sexuel en milieu de travail</i>	4	16:33	2024-02-08, 2024-02-15, 2024-02-20, 2024-02-21	
	Étude détaillée du projet de loi n° 51, <i>Loi modernisant l'industrie de la construction</i>	2	03:08	2024-03-27, 2024-03-28	Mandat non terminé au 31 mars 2024
	Étude des crédits budgétaires 2023-2024	6	16:45	2023-04-25, 2023-04-26, 2023-04-27, 2023-05-02, 2023-05-03, 2023-05-04	
Mandats prévus au Règlement	Élection à la vice-présidence	1	00:02	2023-10-18	
	Interpellation du député de Pontiac au ministre responsable du Développement économique régional sur le sujet suivant : Cinq ans d'échecs caquistes : le coût de l'abandon des régions	1	02:01	2023-05-26	
	Interpellation du député de Maurice-Richard au ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, sur le sujet suivant : Le manque de transparence du gouvernement caquiste dans le dossier de la filière batterie	1	02:01	2023-10-27	

	Interpellation de la députée de Bourassa-Sauvé à la ministre de l'Emploi sur le sujet suivant : L'incapacité du gouvernement caquiste de juguler la pénurie de main-d'œuvre qui compromet les services publics	1	02:00	2023-11-03	
Organisation générale	Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative sur l'émergence et le développement de la technologie d'intelligence artificielle « GPT » et les bouleversements que son avènement entraînera sur le marché du travail québécois	1	00:31	2023-06-07	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 621-20230531 portant sur la demande d'un congé de deuil en cas de décès périnatal	1	00:21	2023-09-21	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 723-20230913 portant sur le retrait de l'exception visant les chauffeurs d'autobus scolaires de la <i>Loi sur les normes du travail</i>	1	00:16	2023-09-21	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	1	00:17	2023-10-18	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1243-20240130 portant sur la rémunération des stages obligatoires	1	00:15	2024-02-08	

Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur les conditions de travail des immigrants et étrangers	1	00:23	2024-03-21	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la commission se saisisse des pétitions 1451-20240319 et 1452-20240319, portant sur la modernisation de la notion de vie maritale pour les prestataires de l'aide sociale	1	00:16	2024-03-28	

Commission des finances publiques

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 35, <i>Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 21 mars 2023 et modifiant d'autres dispositions</i>	2	03:48	2023-11-22, 2023-11-23	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 53, <i>Loi édictant la Loi sur la protection contre les représailles liées à la divulgation d'actes répréhensibles et modifiant d'autres dispositions législatives</i>	2	05:48	2024-03-27, 2024-03-28	Mandat non terminé au 31 mars 2024
Étude détaillée du projet de loi n° 7, <i>Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 22 mars 2022 et modifiant d'autres dispositions législatives</i>	1	02:28	2023-05-24	Mandat débuté avant le 1 ^{er} avril 2023
Étude détaillée du projet de loi n° 27, <i>Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions</i>	2	02:18	2023-09-13, 2023-09-14	
Étude détaillée du projet de loi n° 33, <i>Loi concernant les conventions collectives des constables spéciaux et des gardes du corps du gouvernement du Québec</i>	1	00:23	2023-09-27	
Étude détaillée du projet de loi n° 35, <i>Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 21 mars 2023 et modifiant d'autres dispositions</i>	1	02:52	2023-11-30	
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 205, <i>Loi concernant Mutuelle Beneva</i>	1	03:17	2023-11-28	

Mandats confiés par l'Assemblée

Mandats confiés par l'Assemblée	Étude des crédits budgétaires 2023-2024	4	14:04	2023-04-25, 2023-04-26, 2023-05-02, 2023-05-03	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le rapport sur la mise en œuvre de la <i>Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics</i>	2	04:46	2023-05-31, 2023-06-08	Double mandat (également un mandat conféré par une loi)
Mandats prévus au Règlement	Poursuite du débat sur le discours du budget	1	05:41	2023-04-04	Mandat débuté avant le 1 ^{er} avril 2023
	Poursuite du débat sur le discours du budget	2	09:49	2024-03-21, 2024-03-26	
Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative sur le salon de jeux au Centre Bell à Montréal	1	00:16	2023-06-01	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 688-20230608 concernant les hausses salariales équitables dans le secteur public	1	00:08	2023-09-26	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1245-20240130 concernant l'abolition des pénalités aux rentes de retraite des prestataires d'une rente d'invalidité	1	00:20	2024-02-13	

Organisation générale

Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéro 1271-20240201 et 1276-20240201 concernant l'indexation des rentes des retraités des secteurs public et parapublic	1	00:13	2024-02-14	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative sur la transition numérique opérée par le gouvernement du Québec	1	00:14	2024-03-14	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1444-20240314 concernant l'opposition à la subvention accordée pour la tenue de matchs préparatoires des Kings de Los Angeles à Québec	1	00:13	2024-03-28	

Commission des institutions

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 14, <i>Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues</i>	3	13:40	2023-04-04, 2023-04-05, 2023-04-06	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 26, <i>Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires afin notamment de donner suite à l'Entente entre la juge en chef de la Cour du Québec et le ministre de la Justice</i>	1	04:02	2023-06-01	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 32, <i>Loi instaurant l'approche de sécurisation culturelle au sein du réseau de la santé et des services sociaux</i>	2	10:08	2023-09-12, 2023-09-13	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 34, <i>Loi visant à moderniser la profession notariale et à favoriser l'accès à la justice</i>	1	05:14	2023-10-03	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 40, <i>Loi visant notamment à réformer les cours municipales et à améliorer l'efficacité, l'accessibilité et la performance du système de justice</i>	2	04:42	2023-11-23, 2023-11-28	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 54, <i>Loi donnant suite à la Table Justice-Québec en vue de réduire les délais en matière criminelle et pénale et visant à rendre l'administration de la justice plus performante</i>	1	03:14	2024-03-13	

Mandats confiés par l'Assemblée

Étude détaillée du projet de loi n° 12, <i>Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et visant la protection des enfants nés à la suite d'une agression sexuelle et des personnes victimes de cette agression ainsi que les droits des mères porteuses et des enfants issus d'un projet de grossesse pour autrui</i>	7	19:30	2023-04-18, 2023-04-19, 2023-04-20, 2023-05-09, 2023-05-10, 2023-05-11, 2023-05-23	Mandat débuté avant le 1 ^{er} avril 2023
Étude détaillée du projet de loi n° 14, <i>Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues</i>	9	37:33	2023-05-09, 2023-05-11, 2023-05-23, 2023-05-24, 2023-05-31, 2023-06-01, 2023-09-19, 2023-09-21, 2023-09-26	
Étude détaillée du projet de loi n° 24, <i>Loi donnant suite aux recommandations du rapport du Comité consultatif indépendant sur la révision de l'indemnité annuelle des membres de l'Assemblée nationale</i>	2	10:02	2023-05-25, 2023-05-30	
Étude détaillée du projet de loi n° 26, <i>Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires afin notamment de donner suite à l'Entente entre la juge en chef de la Cour du Québec et le ministre de la Justice</i>	2	02:18	2023-06-02, 2023-06-06	
Étude détaillée du projet de loi n° 34, <i>Loi visant à moderniser la profession notariale et à favoriser l'accès à la justice</i>	3	11:23	2023-10-04, 2023-10-05, 2023-10-17	

Mandats confiés par l'Assemblée	Étude détaillée du projet de loi n° 40, <i>Loi visant notamment à réformer les cours municipales et à améliorer l'efficacité, l'accessibilité et la performance du système de justice</i>	3	14:30	2023-11-30, 2023-12-01, 2023-12-05	
	Étude détaillée du projet de loi n° 54, <i>Loi donnant suite à la Table Justice-Québec en vue de réduire les délais en matière criminelle et pénale et visant à rendre l'administration de la justice plus performante</i>	2	07:09	2024-03-19, 2024-03-20	
	Étude des crédits budgétaires 2023-2024	5	19:59	2023-04-25, 2023-04-26, 2023-04-27, 2023-05-02, 2023-05-03	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le rapport de mise en œuvre du <i>Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale 2015-2019</i> intitulé: <i>Incursion au cœur du code d'éthique et de déontologie: de la théorie à la pratique</i>	2	07:09	2023-11-21, 2023-11-23	Double mandat (également un mandat conféré par une loi)
Mandats prévus au Règlement	Interpellation du chef du troisième groupe d'opposition au premier ministre sur le sujet suivant : Les promesses non tenues du gouvernement caquiste depuis son élection	1	01:55	2023-09-29	
Organisation	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur l'augmentation de la violence au Québec	2	01:00	2023-06-08, 2024-03-14	

Organisation générale

Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1200-20231207 concernant l'adoption d'une réforme électorale pour la mise en place d'un mode de scrutin proportionnel mixte	1	00:20	2024-02-08	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1254-20240131 concernant la protection des droits des minorités de genre	1	00:29	2024-02-14	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1374-20240221 concernant l'ajout de mesures visant à prévenir la conduite avec les facultés affaiblies par l'alcool	1	00:12	2024-03-13	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative sur les incendies, la formation et la pénurie de pompiers au Québec	1	00:20	2024-03-21	

Commission des relations avec les citoyens

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 36, <i>Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés aux opioïdes</i>	1	03:16	2023-10-24	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 46, <i>Loi sur l'amélioration de la protection des enfants dans les services de garde éducatifs</i>	2	08:36	2024-02-01, 2024-02-06	
	Étude détaillée du projet de loi n° 11, <i>Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives</i>	7	30:23	2023-04-18, 2023-04-20, 2023-05-09, 2023-05-10, 2023-05-24, 2023-05-25, 2023-05-30	
	Étude détaillée du projet de loi n° 36, <i>Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés aux opioïdes</i>	1	05:00	2023-10-25	
	Étude détaillée du projet de loi n° 46, <i>Loi sur l'amélioration de la protection des enfants dans les services de garde éducatifs</i>	6	23:39	2024-02-13, 2024-02-14, 2024-02-15, 2024-02-20, 2024-02-22, 2024-03-12	

Mandats confiés par l'Assemblée	Étude des crédits budgétaires 2023-2024	5	15:32	2023-04-25, 2023-04-26, 2023-05-02, 2023-05-03, 2023-05-04	
	Consultation générale et auditions publiques sur le cahier de consultation intitulé : <i>La planification de l'immigration au Québec pour la période 2024-2027</i>	10	51:57	2023-09-12, 2023-09-13, 2023-09-14, 2023-09-19, 2023-09-20, 2023-09-21, 2023-09-26, 2023-09-27, 2023-09-28, 2023-10-03	Double mandat (également un mandat conféré par une loi)
Mandats prévus au Règlement	Interpellation de la députée de Sherbrooke à la ministre responsable des Aînés sur le sujet suivant : Le manque de préparation du gouvernement caquiste pour faire face au vieillissement de la population et assurer à chaque Québécoise et Québécois la possibilité de vieillir dans la dignité	1	02:00	2024-02-16	
Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 572-20230510 concernant la nomination d'un ou d'une ministre responsable de la lutte contre l'homophobie et la transphobie	1	00:29	2023-05-25	

Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 588-20230523 concernant le soutien financier temporaire pour les familles en attente d'une place en service de garde éducatif	1	00:20	2023-06-01	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur les conditions humaines et de travail des travailleurs étrangers temporaires qui œuvrent avec des permis fermés	1	00:16	2023-10-25	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1002-20231018 portant sur le soutien offert aux parents d'enfants handicapés nécessitant des soins exceptionnels	1	00:22	2023-11-01	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1445-20240314 concernant la participation du Québec au programme humanitaire familial pour les Colombiens, les Haïtiens et les Vénézuéliens	1	00:30	2024-03-28	

Commission de la santé et des services sociaux

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 15, <i>Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace</i>	6	30:04	2023-04-19, 2023-04-20, 2023-05-09, 2023-05-10, 2023-05-11, 2023-05-23	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 37, <i>Loi sur le commissaire au bien-être et aux droits des enfants</i>	3	12:44	2024-02-06, 2024-02-07, 2024-02-08	
	Étude détaillée du projet de loi n° 10, <i>Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux</i>	1	03:59	2023-04-04	Mandat débuté avant le 1 ^{er} avril 2023
	Étude détaillée du projet de loi n° 15, <i>Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace</i>			2023-05-31, 2023-06-01, 2023-06-02, 2023-06-06, 2023-06-07, 2023-06-08, 2023-08-21, 2023-08-22, 2023-08-23, 2023-08-24, 2023-08-28, 2023-08-29,	

Étude détaillée du projet de loi n° 15, *Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace* (suite)

44

239:17

2023-09-12,
 2023-09-13,
 2023-09-14,
 2023-09-19,
 2023-09-21,
 2023-09-26,
 2023-09-27,
 2023-09-28,
 2023-10-03,
 2023-10-04,
 2023-10-05,
 2023-10-17,
 2023-10-18,
 2023-10-24,
 2023-10-25,
 2023-10-26,
 2023-10-31,
 2023-11-01,
 2023-11-02,
 2023-11-07,
 2023-11-08,
 2023-11-09,
 2023-11-21,
 2023-11-22,
 2023-11-23,
 2023-11-28,
 2023-11-29,
 2023-11-30,
 2023-12-01,
 2023-12-05,
 2023-12-06,
 2023-12-07

Mandats confiés par l'Assemblée	Étude détaillée du projet de loi n° 37, <i>Loi sur le commissaire au bien-être et aux droits des enfants</i>	3	12:45	2024-02-20, 2024-02-21, 2024-02-22	Mandat non terminé au 31 mars 2024
	Étude des crédits budgétaires 2023-2024	2	10:01	2023-04-25, 2023-04-27	
Mandats prévus au Règlement	Interpellation de la députée de Robert-Baldwin au ministre responsable des Services sociaux sur le sujet suivant : L'absence de leadership du gouvernement caquiste en matière de protection de la jeunesse au Québec	1	02:00	2023-10-20	
	Interpellation du député de Rosemont au ministre de la Santé sur le sujet suivant : Le véritable coût des soins de santé pour les Québécoises et les Québécois.	1	02:00	2024-03-22	
Mandats d'initiative	Mandat d'initiative visant à étudier les moyens facilitant le don d'organes ou de tissus, notamment l'instauration de la présomption du consentement	6	12:25	2023-12-07, 2024-01-29, 2024-01-30, 2024-01-31, 2024-02-01, 2024-03-14	
Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 455-20230322 concernant l'amélioration des services et des ressources offerts aux personnes atteintes du syndrome Gilles de la Tourette	1	00:17	2023-04-04	

Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 480-20230329 concernant l'augmentation de la compensation financière aux ressources de type familial à l'adulte pour contrer l'inflation	1	00:15	2023-04-05	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 571-20230510 concernant la mise en place de mesures pour éviter un retour à l'institutionnalisation des personnes handicapées.	1	00:18	2023-09-13	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéros 592-20230524 et 594-20230524 concernant la mise en place de mesures visant à encadrer les personnes potentiellement violentes dont l'état mental est perturbé	1	00:27	2023-09-13	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 620-20230531 concernant la mise en place d'un plan de lutte national contre les drogues du viol	1	00:18	2023-09-21	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 685-20230608 concernant l'augmentation des investissements en matière de prévention et promotion de la santé	1	00:29	2023-09-21	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 717-20230912 concernant la reconnaissance de la profession de consultante en lactation IBCLC	1	00:13	2023-09-26	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 636-20230601 concernant le maintien des suivis médicaux pour les résidents des Jardins de la Côte	1	00:11	2023-09-26	

Organisation générale

Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 865-20231003 concernant le remboursement du Sémaglutide et du Tirzépate pour la gestion du poids	1	00:20	2023-10-24	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1093-20231121 concernant le stationnement du futur hôpital Vaudreuil-Soulanges	1	00:21	2024-02-07	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1189-20231205 concernant l'analyse des impacts des feux de camp sur la santé	1	00:10	2024-02-13	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1259-20240131 concernant le maintien des services d'urgence de nuit au centre hospitalier de Rivière-Rouge	1	00:17	2024-02-14	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur l'enjeu de la confidentialité des données médicales des Québécoises et des Québécois	1	00:27	2024-03-13	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur la transformation du système préhospitalier d'urgence au Québec	1	00:28	2024-03-13	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur l'état des urgences dans le réseau de la santé	1	00:27	2024-03-20	

Commission des transports et de l'environnement

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 20, <i>Loi instituant le Fonds bleu et modifiant d'autres dispositions</i>	3	12:35	2023-05-09, 2023-05-10, 2023-05-11	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 22, <i>Loi concernant l'expropriation</i>	4	17:18	2023-09-14, 2023-09-19, 2023-09-20, 2023-09-21	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 41, <i>Loi édictant la Loi sur la performance environnementale des bâtiments et modifiant diverses dispositions en matière de transition énergétique</i>	3	13:59	2024-01-30, 2024-01-31, 2024-02-01	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 48, <i>Loi modifiant principalement le Code de la sécurité routière afin d'introduire des dispositions relatives aux systèmes de détection et d'autres dispositions en matière de sécurité routière</i>	3	13:15	2024-02-06, 2024-02-07, 2024-02-08	
	Étude détaillée du projet de loi n° 20, <i>Loi instituant le Fonds bleu et modifiant d'autres dispositions</i>	2	08:55	2023-05-30, 2023-05-31	
	Étude détaillée du projet de loi n° 22, <i>Loi concernant l'expropriation</i>			2023-10-18, 2023-10-19, 2023-10-24, 2023-10-25, 2023-10-26, 2023-10-31, 2023-11-01, 2023-11-02,	

Mandats confiés par l'Assemblée	Étude détaillée du projet de loi n° 22, <i>Loi concernant l'expropriation (suite)</i>	11	45:12	2023-11-07, 2023-11-08, 2023-11-09	
	Étude détaillée du projet de loi n° 41, <i>Loi édictant la Loi sur la performance environnementale des bâtiments et modifiant diverses dispositions en matière de transition énergétique</i>	5	20:15	2024-02-13, 2024-02-14, 2024-02-15, 2024-02-20, 2024-02-21	
	Étude détaillée du projet de loi n° 48, <i>Loi modifiant principalement le Code de la sécurité routière afin d'introduire des dispositions relatives aux systèmes de détection et d'autres dispositions en matière de sécurité routière</i>	9	33:36	2024-02-20, 2024-03-12, 2024-03-13, 2024-03-14, 2024-03-20, 2024-03-21, 2024-03-26, 2024-03-27, 2024-03-28	Mandat non terminé au 31 mars 2024
	Étude des crédits budgétaires 2023-2024	3	10:59	2023-04-25, 2023-04-26, 2023-05-02	
Mandats prévus au Règlement	Interpellation du député de Taschereau à la ministre des Transports et de la Mobilité durable sur le sujet suivant : L'importance de la sécurité piétonne autour des écoles du Québec	1	02:00	2023-04-21	

Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéro 648-20230606 et 649-20230606 concernant l'intégration du REM au nouveau pont de l'Île-aux-Tourtes.	1	00:27	2023-09-21	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 724-20230913 portant sur l'abandon du projet de prolongement du boulevard Assomption-Souligny à Montréal	1	00:29	2023-09-21	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 725-20230913, portant sur la construction d'une piste multifonctionnelle sur le pont de Québec	1	00:26	2023-09-26	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 718-20230912, portant sur la construction d'une route traversant le parc national du Mont-Tremblant	1	00:29	2023-09-26	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1214-20231208 portant sur le déversement des eaux de lixiviation américaines dans le lac Memphrémagog et son bassin versant	1	00:16	2024-02-08	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1246-20240130 portant sur la révision des règles encadrant la présence de chiens dans les parcs de la Sépaq	1	00:13	2024-02-08	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1273 -20240201 portant sur la mise en place de mesures d'atténuation du bruit avant l'entrée en service du REM dans le secteur des Îles-Laval	1	00:30	2024-02-14	

Organisation générale

Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1257-20240131 portant sur le déplacement de l'entrée de la voie de service vers l'autoroute 440 en direction ouest à Val-des-Brises et Val-des-Arbres	1	00:10	2024-02-14	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1272 -20240201 portant sur la création d'un comité conseil jeunesse permanent sur le climat à l'Assemblée nationale	1	00:29	2024-02-15	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1274 -20240201 portant sur la tenue d'une enquête du BAPE avant l'implantation de l'usine de batteries Northvolt	1	00:23	2024-02-15	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition no 1351-20240214 portant sur la mise sur pied d'une navette entre Brossard et l'arrêt Robert-Bourassa à Montréal comme mesure de mitigation au Réseau express métropolitain	1	00:16	2024-03-13	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 1383-20240222 portant sur la réalisation du projet de tramway par la Ville de Québec	1	00:28	2024-03-20	

DIRECTION DES COMMISSIONS
PARLEMENTAIRES

Édifice Pamphile-Le May
3^e étage
1035 rue des Parlementaires
Québec (Québec) G1A 1A3
Téléphone : 418 643-2722
commissions@assnat.qc.ca